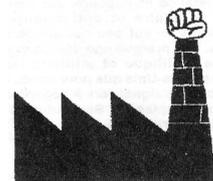


Pour l'Emancipation Sociale!



MicMacron, la baudruche dégonflée ?

Ah ! Cette loi Macron, celle de « *la croissance et de l'activité* », la « *plus grande loi du quinquennat* », elle allait tout changer. En débloquent l'offre par la concurrence et en donnant du pouvoir d'achat, elle entendait « *déverrouiller l'économie* ». Au final, elle s'est révélée comme un dispositif « fourre-tout » dont on aura surtout retenu les effets de manche des frondeurs sur les dimanches travaillés en plus. Elle avait pourtant, à l'origine, de médiatiques initiateurs -les Attali et Montebourg- et la promesse illusoire de 6 milliards de pouvoir d'achat. Las, édulcorée par l'Élysée, bientôt rabotée devant l'Assemblée nationale en janvier, de 200 articles à 80 aujourd'hui, il n'en resterait pas grand-chose ! A voir...

Demeure cette volonté de déréglementer tous azimuts. Le code du travail d'abord, où le silence des confédérations syndicales fut sidérant : les travailleurs des entreprises en deçà du seuil de 50 salariés, bâillonnés, le touriste chinois du dimanche accueilli comme naguère le plombier polonais. Et puis, toute cette « *liberté d'installation* » pour le capital dans les disparates professions réglementées : avocats, notaires, huissiers, pharmaciens, échappant jusqu'ici à la concentration capitaliste. Hollande-Macron ont réussi à les faire descendre dans la rue. Et encore, cette déréglementation du transport, mettant les autocars sur les routes... les émissions de CO2 en plus et des recettes en moins pour les TER. Bref, la tambouille du jeune banquier a semblé trop amère, notamment pour une fraction de ces couches moyennes qui forment toujours le ciment d'acceptation du système laissant entrevoir l'accès de plus en plus restreint à l'ascenseur social.

Pourquoi tout ce micmac ? C'est que les oukases de la Commission de Bruxelles se font de plus en plus pressants. Il a déjà fallu pour Hollande et sa bande, afin d'éviter d'humiliantes recommandations, cette séance de rattrapage budgétaire pour mauvais élève, où furent trouvés 3.6 milliards de plus pour réduire à coups de taxes diverses le déficit budgétaire prévu pour 2015 et affirmer Sapin(ement) qu'il n'y en aurait plus. Comme cela ne semblait pas suffire à calmer l'ire de Merkel-Juncker, Macron dut trouver des gages de bonne conduite en « *efforts structurels de déréglementation* ». Contre toute attente, cette livrée d'expédients provoqua la levée de boucliers des professionnels assis sur leurs niches et dresser le poil des frondeurs. Hollande et son fringant expert issu de la banque Rothschild, en implorant la croissance, tentent de se rassurer : l'euro et le pétrole baissent, Sarkozy le retour leur donne un mince espoir face à la déconfiture annoncée mais la stagnation-déflation-récession menace toujours. La défiance électorale s'approfondit : 72% d'abstention au 2^{ème} tour des législatives partielles de l'Aube, du jamais vu ! Les Solfériniens ont le moral dans les chaussettes. Et Julien Dray, le socialo aux multiples montres dorées, de vitupérer contre la « *gauche des envieux* », « *mal éduquée* », « *coupée de la réalité* », ce conglomérat de politiciens préoccupés de « *la place à prendre à machin* ».

Dans l'urgence, la façade décrépie du PS fut ripolinée en rose et vert : la charte approuvée ne proclame-t-elle pas « *l'éco-socialisme* », le « *développement économique harmonieux* » et même « *la justice sociale* »... Ce fut un flop médiatique qui n'empêche pas le pédalo de tanguer.

Les hautes instances européennes veillent, le Medef pousse son avantage, il faut d'après eux, continuer à financiariser l'économie et bâillonner les voix discordantes, les professions qui prétendent empêcher le capital de s'introduire dans leurs affaires et tous ces salariés arc-boutés à leurs conquêtes sociales.

La baudruche macron dégonflée risque, demain, de se re-dilater jusqu'à éclater. C'est tout le bien qu'on lui souhaite. Encore faut-il qu'une pique sociale sauvage vienne l'éclater !



La Palestine aux Palestiniens

Soixante sept ans après le scandaleux partage de leur pays par les grandes puissances (*voir plus de détails dans le n°6 de PES les conditions scandaleuses de la création de l'État sioniste*), les Palestiniens ne sont pas au bout de leurs souffrances. L'armée d'occupation assassine et blesse tous les jours en Cisjordanie des jeunes, des enfants, des gens de tous âges et de toutes conditions, un adolescent brûlé vif il y a quelques mois, un ancien ministre tué récemment, ... personne n'échappe à la répression aveugle et à la barbarie sioniste. Ils kidnappent et emprisonnent quiconque manifeste quelques signes de résistance, même pacifiques, et punissent les familles des prisonniers en détruisant leurs maisons. 7 400 prisonniers politiques subissent les sévices et tortures de l'occupant, certains depuis de nombreuses années, voire plus de vingt ans, dans des prisons dont l'insalubrité est inimaginable. 1 500 prisonniers sont gravement malades et laissés sans soins. 400 enfants dont la moitié de moins de 16 ans, certains de 9 ou 10 ans, subissent ces mauvais traitements, considérés comme des crimes par le droit humanitaire. 27 députés palestiniens, dont Marwan Barghouti et le président du conseil législatif palestinien Ahmad Saadat, des journalistes, des professeurs, des avocats, des médecins sont aussi incarcérés dans les geôles israéliennes.

Le territoire de la Cisjordanie est totalement gangrené par les colonies israéliennes qui se multiplient et s'étendent de plus en plus. Le mur d'annexion, déclaré officiellement illégal par la Cour Internationale de Justice en 2004, coupe des villages palestiniens. S'y ajoutent plus de 500 postes de contrôle (check-points) où de jeunes soldats israéliens, certains nouvellement arrivés des pays occidentaux ou de Russie, fanatisés par les criminels de guerre au pouvoir à Tel-Aviv, brutalisent quotidiennement, quelquefois jusqu'à la mort, des hommes, des femmes, des enfants, des vieillards palestiniens. De nombreuses maisons, cultures, vergers palestiniens sont détruits systématiquement par la volonté de ces barbares.

A Jérusalem, les incursions répétées des fanatiques religieux juifs dans la mosquée Al Aqsa et les provocations de l'armée israélienne sur l'esplanade ne doivent pas nous faire oublier la poursuite systématique du nettoyage ethnique progressif de l'est arabe de la ville et sa colonisation par les juifs. Aujourd'hui 550 000 colons sont installés en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. En octobre dernier, le pouvoir israélien a annoncé la saisie de 500 ha supplémentaires pour étendre la colonisation vers Bethléem.

La situation catastrophique à Gaza, après les 51 jours de massacres massifs cet été, qui ont fait 2 200 morts et 11 000 blessés graves, est occultée par d'autres actualités aussi dramatiques et le zapping médiatique. 100 000 personnes ont perdu tous leurs biens, certains sont hébergés dans 18 écoles de l'UNWRA (ONU) et 20 000 vivent au milieu des ruines de leur quartier, y compris sous des tentes ! Et le blocus (israélien et égyptien) perdure, empêchant toute reconstruction et les approvisionnements en nourriture et en médicaments.

Comme le disait encore récemment Ziad Medoukh, professeur de français à l'université Al Aqsa de Gaza, malgré la démolition totale ou partielle de 120 écoles et cinq universités, les élèves et étudiants continuent à suivre les cours qui se tiennent dans les établissements en ruines et sous des tentes. Bref, dans cet enfer, cet immense ghetto créé par Israël et ses soutiens occidentaux, la vie et la résistance continuent... dans l'attente d'une nouvelle attaque de la barbarie sioniste et l'espoir toujours déçu, mais toujours vivant, de la libération...

L'État juif, État d'apartheid

Le plan onusien de partage du 29 novembre 1947 avait prévu la création d'un État juif sur 55% (!!!) de la Palestine et un État arabe sur le reste du territoire, Jérusalem ville des lieux saints étant placée sous administration internationale. On sait ce qu'il advint, la réalité a été bien pire que ce scandaleux plan de partage. La guerre au peuple palestinien, inefficacement soutenu par les armées arabes face aux hordes terroristes sionistes surarmées par les USA et l'URSS, a conduit au nettoyage ethnique de la Palestine, la Naqba, et à la création de l'État d'Israël, le 15 mai 1948, sur un territoire plus étendu. 750 000 réfugiés, qui sont aujourd'hui plus de 5 000 000, attendent, dans des camps dispersés dans tout le Proche-Orient, leur légitime retour, pourtant reconnu par les Nations Unies. Certains Palestiniens sont restés à l'intérieur de l'entité sioniste et représentent aujourd'hui 20% de la population de l'État d'Israël. Mais ils n'ont pas les mêmes droits que la population juive (75%) et subissent une réelle situation d'apartheid.

Les puissances dominantes USA et URSS et leurs vassaux respectifs ont mis toutes leurs forces politiques, économiques et militaires pour créer cette monstruosité historique d'État d'Israël mais n'ont jamais agi efficace-

ment pour la création de l'État arabe palestinien à laquelle ils s'étaient engagés. Avec la complicité de la plupart des États arabes voisins, ils ont même tout fait pour empêcher la création d'un État palestinien et n'ont cessé de couvrir les crimes israéliens.

Le pouvoir israélien, comme la société juive israélienne dont il est l'émanation aggravée, est de plus en plus à droite et fermé à la moindre avancée quelque peu favorable aux Palestiniens. Seuls quelques personnalités, y compris militaires, craignent que ce blocage conduise à moyen et long termes à une remise en cause d'Israël, pas seulement du grand Israël du rêve biblique et sioniste, du Nil à l'Euphrate, mais de leur État juif dans sa configuration actuelle, surtout s'il venait à perdre des soutiens au niveau mondial.

Mais la société juive israélienne est de plus en plus divisée, politiquement avec les multiples factions toutes plus droitières les unes que les autres, mais aussi socialement et entre ashkénazes et séfarades, anciens colons de 1948 et d'avant et les nouveaux mafieux venus récemment d'Europe de l'Est et de Russie, très nombreux dans l'armée et les nouvelles colonies... Le ciment de cette société c'est la guerre permanente aux Palestiniens. De celle-ci provient aussi l'essentiel de la richesse de cet État criminel. Non seulement par les aides financières directes des USA et de pays européens mais parce que c'est le quatrième producteur d'armes du monde, partie prenante du complexe militaro-industriel occidental. Les armes inventées et fabriquées en Israël (drones entre autres) sont testées en grandeur réelle sur les Palestiniens avant d'être vendues dans le monde entier ! L'université et la recherche scientifique sont très largement orientées vers cet objectif. La recherche en sciences humaines aussi, pour étudier les réactions des populations en situation de guerre et les effets de la répression sur des peuples. Les Palestiniens servent malheureusement de cobayes pour ces expériences monstrueuses. Celles et ceux qui ne le savent pas ou ont des doutes, peuvent aller voir le film israélien *The Lab*, ils seront éduqués et peut-être même effrayés.

Fin novembre, Netanyahu a décidé de renforcer le caractère juif de l'État d'Israël en faisant adopter par son gouvernement une proposition de modification de la loi fondamentale en ce sens, justifiant encore davantage l'apartheid subi par les Palestiniens d'Israël. Comme deux de ses ministres et probablement une partie de la majorité juive de la Knesset étaient critiques sur cette initiative, il a viré ces deux ministres et provoqué de nou-

velles élections (législatives) à la Knesset pour le 17 mars 2015. L'avenir politique de Netanyahou n'est pas garanti mais la société juive israélienne et ses représentants politiques étant ce qu'ils sont, les Palestiniens n'ont pas grand-chose à en attendre.

Un État palestinien

Celui-ci existait entre 1922 et 1947-48. A l'issue de la première guerre mondiale l'empire ottoman a été partagé en plusieurs États, dont certains ont été mis sous tutelle (mandat) du Royaume Uni pour les uns (Égypte, Palestine, Jordanie, Irak), de la France pour les autres (Liban, Syrie). La Palestine, ancienne province de l'empire ottoman, est devenue un État qui s'étendait du Sinaï au Liban et de la Méditerranée au Jourdain, mis sous mandat britannique. Mais les Anglais avaient promis aux sionistes un « foyer juif » en Palestine (déclaration de Balfour en 1917) et certains Juifs occidentaux commençaient à amplifier leur colonisation de la Palestine s'opposant aux Anglais et réprimant les Palestiniens qui se révoltèrent en 1936-37 (début du mouvement national palestinien sous l'égide d'Al Quassam et son célèbre keffieh). En 1947, un État arabe a été juridiquement créé, dans les conditions rappelées par ailleurs d'une hégémonie sioniste, sur une Palestine réduite, amputée de cette énorme colonie sioniste à géométrie variable, appelée Israël. Il faut attendre 1988 pour qu'Arafat, dirigeant de l'OLP, proclame la création de l'État de Palestine sur les frontières de la « ligne verte » de 1967 (avant la guerre des 6 jours où Israël a occupait toute la Palestine plus le Golan syrien et le Sinaï égyptien). Il a été reconnu par certains États non inféodés à la mafia sioniste internationale. Aujourd'hui cet État de Palestine est reconnu par 137 États au monde, c'est-à-dire tous les États de la planète, sauf les États occidentaux et ses alliés Japon et Corée du Sud ! La Suède vient de le faire. Il est membre de l'UNESCO et membre observateur de l'ONU depuis 2012, il est aussi signataire de nombreuses conventions internationales. Et il ne faut pas oublier que l'ONU, à plusieurs reprises depuis 1967 et, la CIJ en 2004 ont rappelé que la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est constituent des territoires palestiniens dont l'occupation par Israël est illégale.

Parmi les classes dirigeantes occidentales, qui tiennent tant à l'État sioniste, certains craignent que, sans État palestinien, la situation déjà explosive au Proche-Orient mais dont Israël bénéficie largement à plus d'un titre, finisse par se retourner contre lui, surtout s'il ne sait s'arrêter à temps. « Un État palestinien est la meilleure garantie de sécurité d'Israël » disent-ils. Entre parenthèse, le récit sioniste fait croire que les Israéliens sont en danger alors qu'ils répandent la terreur et la mort depuis plus de 67 ans dans toute la ré-

gion. La sécurité des Palestiniens n'est même pas évoquée ni celle des peuples voisins menacés (Liban par exemple).

La reconnaissance de l'État de Palestine est donc venue ces temps-ci à l'ordre du jour des diplomaties et des pays occidentaux. En Espagne, au Royaume-Uni, en Irlande, en Wallonie et... en France, le sujet est en débat. Chez nous, après les propositions de EELV et celle du Front de Gauche, les parlementaires PS en sont venus à faire adopter une résolution invitant le gouvernement à reconnaître l'État de Palestine et, mais ce n'est pas dit explicitement, voter dans ce sens à l'assemblée générale et au conseil de sécurité des Nations-Unies. Hollande et son porte-parole pour les affaires étrangères, Fabius, rappellent que cette reconnaissance se fera « le moment venu » (!!!), sans doute attendent-ils la position d'Obama pour, une fois de plus, s'aligner. Ils précisent en outre que c'est l'exécutif (président et gouvernement) qui décide et non le parlement, au cas où on l'aurait oublié. Mais les groupes parlementaires PS n'auraient certainement pas pris cette initiative sur un tel sujet sans l'aval de Hollande. Madame Mogherini, qui remplace avantageusement Madame Ashton au poste des affaires étrangères de la commission européenne, a fait des déclarations claires en faveur de cette reconnaissance. Celle-ci permettrait un camouflet politique à Israël et aux sionistes de tous bords. Elle permettrait surtout aussi de remettre en avant l'application du droit international.

Mais de quel État ont besoin les Palestiniens ? Voilà la question essentielle. Certainement pas d'un État croupion, supplétif de Tshal pour contrôler et réprimer le peuple palestinien. Mais d'un État à part entière qui ait non seulement un siège à l'AG des Nations-Unies, en gros l'Autorité Palestinienne avec quelques attributs symboliques en plus, mais d'un État qui ait le pouvoir et les moyens de défendre son peuple contre ce redoutable ennemi sioniste et qui puisse organiser sa renaissance et son développement sur le plan économique, social et politique, y compris en passant des accords avec des pays et des peuples amis. Qui puisse aussi défendre les Palestiniens en Israël sans qu'ils soient expulsés et défendre aussi les Palestiniens des camps de réfugiés dans les pays voisins. En tout état de cause, la levée du blocus de Gaza, la libération de tous les prisonniers palestiniens et l'arrêt des colonies avant leur démantèlement, sont inséparables de cette reconnaissance.

Notre devoir

Les gens sincèrement épris de justice pour le peuple palestinien, comme pour tous les peuples, rêvent d'une Palestine libre et démocratique, du Jourdain à la Méditerranée et du Sinaï au Liban, où tous les Palestiniens au-

ront pu rentrer dans leur foyer familial, y compris ceux qui survivent dans les camps de réfugiés, où les Israéliens auront été mis hors d'état de nuire et ceux qui acceptent la démocratie et la paix pourront avoir leur place. Mais il faudra encore beaucoup de temps à la résistance héroïque du peuple palestinien pour en arriver là. Et l'histoire ne se déroule pas toujours conformément à ce que ses acteurs imaginent.

Quant à nous qui ne sommes pas sous les bombes et dans les geôles sionistes et qui sommes des amis des Palestiniens, quel est notre devoir ? Oui, notre devoir, non seulement parce que nous sommes internationalistes mais parce que ce sont les dirigeants de nos pays occidentaux qui ont créé et perpétué ces horreurs pour les Palestiniens.

Tout d'abord, parler clairement. Les euphémismes, s'agissant des crimes commis par les Israéliens, sont aussi révélateurs de l'impunité dont ils jouissent depuis si longtemps et en même temps y participent. Dire qu'Israël est, depuis sa conception et encore plus sa naissance, un État colonial et criminel. Et que tous ses dirigeants ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité et doivent être traités en conséquence. Le faire savoir urbi et orbi.

Combattre cet État avec nos armes privilégiées, la campagne BDS lancée en 2005 par toutes les composantes de la société civile palestinienne. Boycott total et sans retenue, de tout ce qui touche à Israël, boycott des produits exportés, boycott culturel et universitaire notamment. Désinvestissement, faire pression sur les entreprises notamment françaises qui travaillent avec Israël et les colonies. Sanctions, mener campagne pour que les criminels israéliens soient poursuivis et condamnés. Tout ceci jusqu'à ce que tous les droits fondamentaux de tous les Palestiniens soient respectés et d'abord, levée du blocus, décolonisation, égalité totale des droits pour les Palestiniens d'Israël et droit au retour des réfugiés.

Imposer à nos dirigeants d'appliquer le droit international et le droit humanitaire et de faire respecter les droits fondamentaux des Palestiniens. Les combattre aussi longtemps qu'ils n'iront pas dans ce sens.

Et n'oublions pas ce que disait Pablo Neruda : « Ils peuvent couper toutes les fleurs, ils n'empêcheront pas le printemps de revenir ».

VIVE LA PALESTINE LIBRE

VIVE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

BJ 18/12/2014

Parti de Sivens, l'esprit de Rémi Fraise se perpétuera

Dans notre précédent numéro, paru fin novembre, nous avons annoncé une analyse circonstanciée du processus de répression ayant provoqué l'assassinat de Rémi, ce jeune botaniste tué par le jet d'une grenade offensive que l'on utilise en temps de guerre. Pour situer ce crime d'État, il convient d'abord de revenir sur la nature du projet de barrage sur le Testet, ce grand projet inutile que les pouvoirs locaux, régionaux et nationaux se sont acharnés à défendre malgré la pertinence des critiques qui lui étaient adressées. Puis, la chronologie des faits et des révélations fera apparaître la vérité d'un traquenard qui a mal tourné... S'en est suivi un mouvement de révolte et de solidarité durement réprimé, accompagné de mensonges et de diversions puis d'abandon de ce projet qui marquera durablement les esprits. Au-delà de ce que représentent les Zadistes et la poursuite de leurs combats (Voir encart sur des Zadistes dans le Vercors. Lire également l'excellent article de l'écrivain Serge Quadrupani « *Lyon-Turin, résistance dans la vallée* » (paru dans *Le Monde Diplomatique* de décembre 2014), quelque chose est né qui n'est pas prêt de s'éteindre.

Un projet dur à mettre sur les rails

Depuis 1997, ils le réclamaient ce barrage de Sivens. Tous les barons, petits marquis et notables, tout le réseau rad-soc (radical socialiste) et socialo, ils y tenaient à leur *éléphant blanc* pour satisfaire une vingtaine de maïsiculteurs, adeptes de la culture intensive, les mieux dotés en subventions de la politique agricole commune (PAC). Qu'importe la disparition de 13 hectares de zone humide dont l'intérêt consiste à atténuer les crues de la petite rivière du Testet, à filtrer les pesticides ! Qu'importe cette régénération du cycle de l'eau et son épuisement, même si l'on sait qu'irriguer un hectare de maïs consomme par an 2000 m³ d'eau, puisque ce barrage situé entre l'Isle sur Tarn et Gaillac sera en capacité de stocker 1.5 million de m³ d'eau en potentialité de s'évaporer dans cette région soumise, périodiquement, à la sécheresse.

Cet ouvrage d'art de 8.5 millions d'euros, le Département le veut, quand bien même les financements de l'Union européenne sont loin d'être assurés (30%) et si le prix de l'eau bondira à 5.2 euros le m³, soit 3 fois plus qu'ailleurs en moyenne.

C'est qu'en définitive tous ces gens se pensent propriétaires de ce territoire dont ils cumulent les postes et sont intéressés par les retombées mercantiles au profit de la société d'économie mixte qu'ils dirigent. Au sein du comité d'aménagement des coteaux de Gascogne, c'est en effet l'entre soi qui domine : sieur Daguzan (divers gauche) l'a présidé, il est d'ailleurs vice-président du comité du bassin de l'Adour Garonne, instance politique de l'Agence de l'eau. Sieur Cabot du PS, vice-président du conseil général du Tarn, siège à ses côtés, c'est lui qui a donné le feu vert pour la subvention de l'agence de l'eau. D'ailleurs, tous les administrateurs de la SEM sont des élus du conseil général. La

responsable de cette structure a même quelque titre de noblesse délinquante. Elle a été choisie comme maître d'œuvre du barrage de Fourouge, près d'Albi, construit malgré l'arrêt du Tribunal administratif de Toulouse en 1997 et malgré l'arrêt du même tonneau de la Cour d'Appel de Bordeaux en 2000. Allons donc, le barrage construit, on n'allait pas le démolir pour faire plaisir aux plaignants, ces écolos radicaux ! Car des après au plus haut niveau, on n'en manque

pas. Y'a cette Cabanne et d'autres au Conseil régional d'Aquitaine, mais surtout Valls qui mène la ronde pour ces messieurs : le 6 septembre 2013, à St Jean d'Illac, devant un aéropage d'agriculteurs, ne déclarait-il pas que « *nous avons tenu bon, les travaux de ce barrage vont enfin commencer !* » et il s'en félicitait.

Depuis 1997, ce fut en effet laborieux : l'enquête d'utilité publique occultée, les

Au pied du Vercors, un nouveau SIVENS... et des Zadistes

Dans la forêt des Avenières, sur le massif de Chambarron, constituant une aire d'alimentation en eau de très bonne qualité, la société Pierre et Vacances envisage de créer un Center Park : un village de vacances sur une superficie de 202 hectares, susceptible d'accueillir 5 620 personnes ! D'après le projet, seront construits sur la surface déboisée, un centre aquatique, des restaurants, des commerces et... 2 000 places de parking. Le terrain a été bradé : les 202 hectares achetés par Pierre et Vacances à 0.30€/l'hectare alors que les prix « du marché » varient entre 1 500 à 3 000€. Le coût pour les collectivités n'a, semble-t-il, pas été évalué ou communiqué. Il va bien falloir acheminer les réseaux d'eau, d'assainissement et élargir la route qui mène au site ! Et puis, détruire de 76 à 120 hectares de forêt, selon l'évaluation de l'enquête publique défavorable, qui a d'ailleurs donné lieu à des recours juridiques. Mais les bonzes locaux font la sourde oreille : le maire UDI, Serge Perraud, de la petite commune de Roybon (1300 habitants) prétend : « *Ce center park (c'est) l'avenir pour notre territoire, nous avons « besoin d'emplois »...* La fédération de protection de la nature s'est déclarée contre ce « grand projet inutile ». Le Président du Conseil Général de l'Isère, le socialo Vallini, a grondé : Silence, où l'on vous coupe les subventions. La démocratie participative se réduit-elle à la participation à des décisions déjà prises ?

C'était sans compter avec les Zadistes qui, apprenant qu'en octobre, les travaux allaient commencer, occupent une maison forestière abandonnée par l'ONF... bien située, à proximité du chantier et ce, depuis le 30 novembre. Les flics aussi se sont invités, plus exactement pour le moment, les renseignements généraux, rebaptisés *Sous-direction de l'anticipation opérationnelle* (SDAO)... pour anticiper l'opération répression à venir ? A cet effet, ils ont pondé un rapport, un véritable bestiaire, un inventaire à la Prévert ! Non ! Une prétendue « typologie des Zadistes » : « Y'a des écolos gentils, des activistes venus des milieux écolos et anars, des animalistes, l'ultra-gauche qui refuse le système, des opportunistes à la recherche d'émotions fortes, des radicaux chevronnés, des pacifistes » (en vrac) : écolos, clowns, institutionnels, tout ce beau monde a l'intention de jeter le discrédit sur l'État. Intolérable !!! Comment séparer le bon grain de l'ivraie ? Aux gardes mobiles de tuer à coups de matraques ? car les renseignements généraux ont trop à faire...

D'autres Center Parks sont à l'étude : en Saône-et-Loire, dans le Jura, dans le Lot-et-Garonne, dans la Vienne... Des régions transformées en Tourisme Park pour accueillir la France *d'en haut*, repue, prête à jeter des miettes précaires aux serviteurs *d'en bas* ? Non, la croissance enclenchée, l'on vous dit !

chiffres tronqués, la contestation méprisée et les avis contradictoires ignorés, n'avaient pas suffi. La ministre écolo, Delphine Batho, s'était entichée des avis négatifs émis par le Conseil national de prévention de la nature et de l'Office national de l'eau, et décrété un moratoire. Il fallut attendre **juillet 2013** pour que ces études sur les conséquences sur l'environnement fussent enterrées par son remplaçant, Philippe Martin. L'ancien préfet du Gers n'avait aucune prévention en la matière et la déclaration d'utilité publique fut vite délivrée par la préfecture du Tarn. D'ailleurs, **dès le mois de mai**, le Conseil général du Tarn, sans attendre ces atermoiements, votait pour le projet par 43 voix pour, 2 abstentions et un contre. Forts de l'obtention des subventions de l'Agence de l'eau, les travaux de déboisement pouvaient commencer. C'était sans compter sur la contestation qui prit dès lors une ampleur insoupçonnée par ces édiles si férus de leur pouvoir.

La montée en puissance de la contestation et des affrontements

Le projet est contesté au moins depuis 2011 mais c'est en 2013 que les premiers Zadistes s'installent sur la zone. Ils sont rejoints par différents collectifs, celui du Testet du nom de la rivière, celui qui lutte pour la sauvegarde de la zone humide, la Confédération paysanne...

Le 23 janvier 2014, ils sont attaqués par un commando d'une vingtaine d'hommes cagoulés qui, armés de manches de pioche, tentent de les déloger. L'ancienne métairie squattée, où ils s'étaient installés, est sacquée. Ces vandales ne seront pas inquiétés. De fait, ce sont les forces de l'ordre qui vont prendre le relais de ces casseurs en harcelant les Zadistes car il faut préparer le terrain à la venue des engins de chantier. A quelques pas de la ZAD, la ferme Lacoste, des éleveurs opposés au barrage refusent le passage des engins sur leurs terres. **Le 25 juillet**, décision est prise de les exproprier de 7 hectares et de les reflipper à leurs voisins pro-barrage. **Le 1^{er} septembre**, un nouveau préfet du Tarn est nommé. 10 jours plus tard, ce Thierry Gentilhomme, le bien mal nommé, déclare à la presse : « *il n'y a pas d'ambiguïté (cette affaire) n'est qu'un problème d'ordre public... Des décisions ont été rendues. Le dossier a fait l'objet de toutes les procédures nécessaires... Le chantier doit démarrer* ». Les forces de répression sont envoyées sur le site. 120 à 150 gardes mobiles harcèlent, expulsent. La voie est libre pour le déboisement et pour la résistance. Des Zadistes perchent sur les arbres, d'autres s'enterrent jusqu'à la poitrine. A Gaillac, tout proche, les lycéens campent de-



Urtikan.net

vant leur établissement en signe de protestation. Sur la zone, les tirs de flash ball, les interpellations violentes, les bousculades d'élus, les blessés se succèdent. Roland Fourcad et Christian Conrad entament une grève de la faim qui durera 50 jours. Eux et tous les opposants au barrage réclament un débat public. Les pontes locaux, tout comme les médias, les ignorent. Le campement *Gazaad*, dénommé ainsi en hommage à la résistance des Gazaouis palestiniens, établi à 500 mètres de la future digue, est détruit **le 5 octobre** par un peloton de gendarmerie. Elie Moulin, réfugiée dans sa caravane, est grenadée par cette arme de guerre qui tuera Rémi. Elle est grièvement blessée à la main. Dans un ancien four à pain, la dénommée *Maison des druides*, où sont installés des Zadistes, est attaquée 12 fois, les Zadistes délogés reviennent. **Le 17 octobre**, le Tribunal de Grande Instance confère à cette violence un caractère... légal. Les Zadistes sont expulsés pour la 13^{ème} fois. Entre temps, face à la fragilité du dossier et à la montée de la contestation, Ségolène Royal se couvre, elle nomme deux experts ingénieurs dont elle ne fera connaître le rapport... accablant qu'après le 25 octobre. Malgré la résistance, **le 3 octobre** au matin, le dernier arbre est coupé : sur 500 mètres de large et 1.5km de long s'étend désormais un paysage martien : tout est rasé, broyé, aplani. Les Zadistes appellent à un grand rassemblement les 25 et 26 octobre en vue de relancer la mobilisation et lui donner un caractère national. 5 000 manifestants sont attendus...

Le traquenard et la mort de Rémi Fraisse

La répression, la désinformation, les rumeurs n'ont pas suffi à étouffer la contestation. Et pourtant, tout semblait avoir été essayé : les Zadistes accusés de tous les maux, casseurs, voleurs, étaient désignés comme ceux qui proféraient des menaces sur les braves gens, ceux qui n'avaient aucune amabilité vis-à-vis de la presse qui, soit les ignorait, soit déformait le sens de leur combat.

L'annonce d'un grand rassemblement le 25 octobre changeait la donne. Il était question de débats citoyens qu'allaient relayer les médias d'autant que l'on attendait quelques figures médiatiques qui étaient venues sur le site (Mamère, Bové, Duflot...) quelque temps auparavant. Et puis, le déboisement terminé, les engins de chantier avaient disparu, tout comme les ouvriers forestiers de l'entreprise... Il n'y avait plus rien, ni personne à défendre ! Impossible d'interdire un rassemblement pacifique sur le domaine public d'autant que la Cécile Duflot avait alerté le Ministre de l'intérieur et la Préfecture et qu'on lui avait assuré que des consignes d'apaisement avaient été communiquées aux forces de l'ordre.

Le 21 octobre donc, une réunion se tient à la préfecture pour garantir... le bon déroulement de ce grand rassemblement. Promesse est faite : les gendarmes présents en petit nombre et de façon discrète, loin de

la vue des manifestants, assureront... le service d'ordre. Les Zadistes s'affairent à monter tentes et chapiteaux et à organiser le stationnement des véhicules. Le 25, alors que tout est en place, prétextant de l'incendie d'un algeco et d'un générateur, laissés sur place, non loin du rassemblement, le pacte est rompu. Qui est ce groupe non identifié par les Zadistes qui a mis le feu ? En tout état de cause, le traquenard se met en place : dans l'après-midi surgissent 30 fourgons de CRS et de gardes mobiles, 250 hommes... Le harcèlement reprend. Par groupes de 3, les gardes mobiles, l'un armé d'un flash ball, le 2^{ème} filmant, le 3^{ème} portant bouclier, provoquent ; des affrontements se déroulent tout l'après-midi, occultant les débats sous chapiteaux, attirant les journalistes, d'autant que tirs de grenades lacrymo et offensives se succèdent et que la riposte des opposants se fait plus agressive. La stratégie de la tension et du détournement politique de la cause des Zadistes semble porter ses fruits. Aux questions hurlées par les manifestants : « Pourquoi ? » l'un d'entre eux s'entend répondre... : « Nous obéissons aux ordres du Préfet et du gouvernement », l'autre : « ces décisions relèvent des autorités civiles » ! Les affrontements reprennent de plus belle après le départ des CRS, les gardes mobiles utilisent de plus en plus ces grenades F1 issues des stocks des 1^{ère} et 2^{ème} guerres mondiales, destinées à être « balancées dans des lieux clos pour figer les gens ». Cette débauche de moyens offensifs correspond aux volontés du gouvernement d'étouffer les raisons de la contestation de ce « grand projet inutile » et du Conseil général « de ternir l'image des opposants et de détourner les journalistes des débats de fond ».

Il fait nuit, harcèlement et ripostes se succèdent. 700 grenades dont 42 offensives ont déjà été utilisées. Un groupe de gardes mobiles voit s'avancer un « petit groupe de 4 à 5 personnes ». Il est **1h45**. Une grenade offensive est « balancée au-dessus des grillages de protection » des flics. Elle atteint le jeune botaniste Rémi Fraisse au cou et éclate. **1h53**, constat : « le mec, il ne se relève pas ». **2h00** : un « peloton » récupère le corps. **2h03** : « Il est décédé » « C'est vaiblement grave », « Faut pas qu'ils (les Zadistes) sachent, sinon ils « vont redoubler d'ardeur ». Bref, **tabasser, blesser, mutiler mais pas tuer** ! Ces procès-verbaux établis avec exactitude sont transmis immédiatement aux supérieurs et au préfet qui lui-même transmet... vite un mensonge : Rémi Fraisse transportait des explosifs ! **2h15** : arrivée des pompiers. **5h** du matin : l'expertise médico-légale est connue : décès suite à un jet de grenade au niveau du cou, provoquant une hémorragie interne. **5 h** : les forces du désordre quittent les lieux du

crime... même plus question de « protéger » quoique ce soit, le 25 ?

Mensonges. Embarras

A qui attribuer la « faute » ? Silence gêné... Le traquenard s'est transformé en piège pour les instigateurs. Le 26 octobre : le ministère de l'intérieur demande au Procureur d'Albi, saisi, de produire un communiqué assumant la version tronquée munie d'éléments de langage. Refus. La patate chaude est refilée au Préfet qui, aussitôt, évoque « la découverte fortuite d'un corps par les gendarmes à 2h du matin, le 25 octobre ». C'est pas tenable, l'expertise médicale fuite. Refiler la patate chaude aux gardes mobiles et, pour le Ministre de l'intérieur, se réfugier dans l'ignorance supposée. Le commandement militaire des gendarmes ne veut rien entendre. Le jeudi 30, le général Favier monte au créneau et déclare sur RTL : « Le ministre (Cazeneuve) est informé (depuis) la matinée du 25 sur les faits avec la connaissance d'un tir de grenade offensive ». Il invoque le procès-verbal établi à 4h20 le 26 par le commandant de l'unité : « Je tiens à préciser que le Préfet nous avait demandé de faire preuve d'une extrême fermeté ». Celui-ci nie, invoquant des consignes d'apaisement... Toujours le **30 octobre**, Cazeneuve sur France Inter, « l'homme le mieux informé de France » prétend avoir pris connaissance par la presse du décès de Rémi Fraisse et, Ponce Pilate, se cache derrière la séparation des pouvoirs : à la justice d'établir la vérité. Il feint d'ignorer qu'il dispose d'une autorité de tutelle sur les gendarmes. La dissimulation tourne à la mascarade. Valls se tait... puis, bravache, soutient son ministre, dénonce la « violence extrême des casseurs » : de la propagande en miroir consistant à attribuer à l'adversaire ses propres turpitudes. Ça ne marche pas face au commandant qui déclare « On ne pouvait pas prévoir que cette grenade allait tuer, cela n'était jamais arrivé auparavant ». Ils ont tué mais sont exaspérés d'être mis en cause et tous les maillons de la chaîne hiérarchique veulent s'en dédouaner.

Entre insensibilité vis-à-vis de la mort du jeune Rémi et stupéfaction face à la nécessité de communiquer, le pouvoir se fit taiseux pendant 48 heures avant que la cacophonie ne s'installe. Le drame allait-il devenir une affaire d'État ? Mensonge intenable et question taboue : qui a armé le bras du gendarme ? Déjà des voix s'élevaient pour réclamer la démission de Cazeneuve et Valls persistait à lui rendre hommage et à défendre les forces de l'ordre. Le bouc émissaire serait donc le Préfet ? A l'Assemblée, les godillots sociaux se remplissaient d'inquiétude : « On se sent merdeux », « c'est une histoire horrible à gérer » et ce suprême

aveu émis dans l'entourage du Ministre « On a voulu jouer la force pour dissuader les manifestants et éviter de créer un nouveau Notre Dame des Landes ». Et toutes les échappatoires imaginées pour faire croire à une bavure de disparaître dès lors que le Procureur d'Albi affirme que les gendarmes sont responsables de la mort de Rémi Fraisse. Dans le même sens, le Parquet de Toulouse décide le 29 octobre de procéder à l'ouverture d'une enquête judiciaire « pour violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Verra-t-on, outre les gendarmes, Cazeneuve et Valls à la barre ? On peut rêver... d'un autre monde.

Et survient cette incroyable bévue verbale, indécente, de ce Carcenac, président PS du Conseil général du Tarn : le gardiennage, ça coûtait trop cher « 60 000 euros pour une semaine », « le projet avait été validé par l'État donc on a eu recours aux forces de l'ordre ». Rémi « c'est une mort stupide et bête pour des idées ». Et puis encore, ce rapport qui, commandité par Ségolène Royal, sort au mauvais moment pour dire la stupidité et l'inutilité de ce projet : « Il est surdimensionné, sous financé, mal adapté, ruineux pour les collectivités et l'environnement ». « Il ne profitera qu'à une poignée de maïsiculteurs et côûtera, en fonctionnement, 300 000 euros par an ». N'en jetez plus ! C'est l'enterrement du barrage ?

Fallait-il encore un coup de grâce : il fut asséné par des commissaires européens, quelques jours plus tard : « le fonds européen pour le développement agricole et rural ne peut intervenir pour l'extension de l'irrigation. Selon la directive européenne sur la gestion des ressources en eau, il est interdit d'augmenter la superficie des cultures irriguées ». Et puis, cerise sur le gâteau : « le dossier a été déposé hors délai ». Ridicules, ces petits marquis gestionnaires d'un territoire ! Fallait donc les consoler tout en les sermonnant : Ségolène Royal leur servit une **petite soupe participative les 4 et 5 novembre** en les convoquant ainsi que les agriculteurs et les associations, mais surtout pas les zadistes... En Ponce Pilate, l'État n'est responsable en rien, c'est le département, maître d'ouvrage, qui a fait « une erreur d'appréciation » et « laissé le conflit s'enliser ». Faut chercher une solution plus économe. L'État, ni responsable, ni coupable ? Et Bové qui affirme s'agissant des violences policières : « le déboisement du site a été accéléré. Et nous avons eu affaire à des provocations policières en permanence : sur les routes, dans les bois, dans les champs avec des tirs de flash ball et de grenades ». Et Mamère, de pointer du doigt : « le problème ce sont moins les gendarmes que ceux qui les ont envoyés ». De quoi torpiller la communication de Ségolène Royal

qui ne dit mot de la zone humide dévastée. Faut-il la restaurer ? Surtout après les révélations de Jacques Thomas, cet écologue qui, sortant de sa réserve, puisqu'il avait mené les études préalables au projet, déclare : « 3 hectares de trop ont été détruits, un remblai non prévu de 20 000 m3 déposé sur l'espace destiné à accueillir des joncs et des hautes herbes », « des fossés ont été creusés par les forces de l'ordre »... pour jouer à la guerre comme en 14-18 ??

Que pouvait donc ajouter la Ministre de l'écologie, à l'issue des réunions des 4 et 5 novembre. Malgré une nouvelle expertise annoncée et la création d'un comité de l'usage de l'eau... participatif, royalement, Ségolène réclama « l'évacuation immédiate du terrain » !!! Ridiculisant, elle invoqua, comme pour faire pleurer dans les chaumières « cette dame de plus de 70 ans qui n'est plus dans sa maison, elle est squattée. J'ai demandé qu'elle puisse revenir chez elle et que la tranquillité et la sécurité publiques soient rétablies ». Odette Morel, 74 ans, interrogée peu après : « oui, j'ai été obligée de déguerpir. Mais pas à cause des Zadistes, ce sont les gendarmes qui m'ont poussée à partir... En plus, en abattant les arbres, ils m'ont coupé l'électricité ». « Les Zadistes, ils ne sont pas bien méchants, ma maison n'a pas été squattée, ils ont même apposé une pancarte : « Cette maison n'est pas abandonnée... ne pas entrer ici ». Mais l'heure restait à la fermeté pour maintenir un pouvoir fragilisé. Qu'importait un mensonge de plus !

Mobilisation de solidarité. Répression, verrouillage

Quelques temps avant la tentative de déminage opérée par Ségolène Royal, des manifestations en mémoire de Rémi Fraisse et contre les violences policières se déroulèrent dans de nombreuses villes. Évoquer les plus marquantes suffit à souligner que le climat d'apparente apathie est en train de changer.

Outre celle des 8 et 9 septembre à Toulouse durement réprimée et qui concernait le projet de barrage, celles qui suivirent le décès de Rémi, exprimèrent la rage contre le gouvernement et l'État qui prononçait des oukases : interdictions de réunion, de manifestation et répressions violentes. Dès le **26 septembre**, à Gaillac, commune proche du site de Sivens, plus de 500 manifestants convergèrent vers la place de la Libération, les gardes mobiles présents, les échauffourées se transformèrent en émeutes. Le lendemain, à Albi, le même scénario se reproduisit : le pacifique sit-in devant le théâtre fut suivi d'affrontements, pavés contre gaz lacrymogènes, les représentants des partis présents, devant « ces débordements » prirent la poudre d'escampette. Bilan : 3 agences bancaires caillassées, 5 manifestants inter-

pellés.

A Rennes, le **30 octobre**, malgré l'interdiction, de nombreux rassemblements se heurtèrent aux forces du (dés)ordre. A Rouen, un campement d'écologistes, installé au centre-ville, fut évacué brutalement à la demande du Maire socialiste. C'est à 4h30 du matin, le **7 novembre**, que les CRS le démantelèrent. La veille, le « mouvement inter-luttes », liant l'expulsion de Yzo Sall, un jeune lycéen sénégalais sans papiers et la solidarité avec Rémi Fraisse, parvient à rassembler des milliers d'élèves dans la région parisienne. Le lendemain, 20 établissements au moins furent bloqués, le rectorat refusant d'en communiquer le nom de peur de la contagion. Saint Denis et d'autres villes de banlieue s'apparentaient à des occupations militarisées : gardes mobiles, CRS... intimidation-répression et black-out des médias pour éviter toute extension du mouvement.

Soufflait comme un vent de révolte divisant, tétanisant les partis dominants, qui s'essouffla faute de relais d'autant qu'étaient stigmatisés « les casseurs » par la propagande en miroir. Cela ne suffit apparemment pas pour ressouder les rangs de la majorité, les députés dépités furent convoqués à Matignon. Fallait faire comme si c'en était fini de l'alliance de l'État avec les bétonneurs et les petits marquis régionaux. Sivens était entermé, l'ordre républicain devait être respecté ! Quant aux Zadistes, ils se devaient d'être marginalisés. Mais, qui sont-ils ?

Les Zadistes. Qui sont-ils ? Que représentent-ils ?

C'est une sorte d'amalgame qui prend corps : ces Zadistes rassemblent des partisans de fermes autogérées, des communards anti-productivistes, des résistants à l'artificialisation des sols et du vivant, des amoureux de la nature, des pacifistes, des partisans de la permaculture (art de cultiver la terre pour la rendre fertile), les Colibris de Pierre Rabhi, des promoteurs de l'autonomie énergétique, des anarchistes néo-luddites s'attaquant à la technoscience, aux nanotechnologies, à l'agriculture transgénique, des anticapitalistes néo-marxistes, des opposants aux grands projets inutiles, des post-situationnistes, des intellectuels à la radicalité savante... Tous, dans leur diversité, semblent persuadés qu'il faut à la fois transformer le monde et le préserver, car il n'est plus tolérable que la planète soit « livrée aux appétits jamais assouvis des financierpathes et autres prédateurs sans âme », se gavant



de l'exploitation de l'Homme et épuisant la terre. Ils se veulent des promoteurs de « solutions locales s'opposant au désordre global ». Rassemblés dans des Zones à Défendre, ils font contre-société et animent des « îlots d'espérance ». Cette mouvance hétérogène d'activistes, certes minoritaire, partage l'exigence d'égalité avec le devoir de solidarité face à l'imposition des égoïsmes. Elle hait les décisions autoritaires, la violence policière et toutes les impostures.

Peut-elle rencontrer les aspirations bafouées des discriminés, des précaires, des licenciés, des exploités, de tous ceux dont l'horizon est bouché qui, même humiliés, subissent l'aliénation des dominés par la fétichisation de la marchandisation des esprits et des corps ? Tous ceux-là ne sont pas (encore ?) prêts à « danser sur les ruines du vieux monde ». Et ce, d'autant moins qu'un vent mauvais, porteur d'idées fascistes, se conjugue avec les réflexes des rancis nationalistes et les privilèges des nantis de la finance. Les castes élitaires et parasitaires, voire maffieuses, qui entendent gérer les catastrophes à venir à leur profit, peuvent également trouver appui sur des corporatismes prétendument libéraux, se servir de l'État et des corps de répression rémunérés pour maintenir leur domination.

Toutefois, cet air de rébellion dont l'onde est encore bien tenue trouve son énergie dans la désintégration sociale perpétrée par ceux qui cassent l'éducation sans débouchés, produisent la vulnérabilité des retraités, une Sécu en passe d'être démantelée, des droits sociaux niés, des emplois précarisés, le réchauffement climatique provoqué, les ressources naturelles en voie d'être épuisées, l'empoisonnement de la planète généralisée. Tous ces maux qui s'abattent, sources de révolte, ne sont encore, comme les Zadistes qui le clament, qu'un appel à un soulèvement libérateur.

Gérard Deneux, le 9 décembre 2014

Sources pour cet article : la presse quotidienne, les sites A l'encontre, Médiapart, la lettre ouverte de Benoît Biteau ingénieur de techniques agricoles.

Le père Noël est néolibéral

Hé oui, qui en douterait encore, le petit papa Noël est bien une grande crapule, une ordure sans pareil, un businessman toujours au top, qui rackette petits et grands juste une fois par an, ça lui est largement suffisant (1).

La magie de Noël

Happy Christmas

De diverses origines et alors qu'il y a bataille en la matière, Noël, du grec : nove-élios (nouvelle lumière) marque le solstice d'hiver – à nouveau l'augmentation du jour. Ce que les chrétiens traduisirent par nouvelle lumière divine en la naissance de...

Ces querelles de chapelle entre les chrétiens d'origine et les païens seront battues en brèche par les États-Uniens qui assemblèrent les deux notions à des fins moins prosaïques, mais clairement *libérales* (2). Aussi la fête de Noël illustre par excellence le rêve américain : le bonheur consumériste au fond des chaumières. Planquez les violences sociales – fruits du capitalisme, qu'elles ne nous gâchent pas la fête ! Flanquez aux oubliettes les velléités de l'oncle Sam et de son impérialisme : c'est pas le moment ! Négligez les ambitions des *faucons* de la NSA, CIA et autres Pentagone : nous prenez pas la tête ! C'iiiiiii Nooëëëë... Et, nom de dieu, ce tour de passe-passe vaut de l'or. D'ailleurs, tout le monde y a trouvé son compte : les païens avec un sapin décoré divinement, l'Église avec l'urbi & orbi papal + la crèche, les opportunistes de la caisse enregistreuse, enfin les adeptes – tous confondus – de la « magie de Noël ». Cette magie est d'une puissance telle que nombre de croyant-es (ou non) autres que chrétiens-nes la fêtent car son émerveillement pénètre petits et grands bien au-delà du *Nouveau monde*.

Or, la *magie* a un coût, au point d'influencer dans toute sa spatialité l'économie. Celle-ci puise dans une matière première : les enfants. Leur émerveillement affecte un potentiel de 2,5 milliards d'entre eux dans le monde, sortez vos calechettes... Les enfants : la base de revenus abyssaux, les traders en jouissance, la concurrence des marchés et leurs multiplications. D'une matière première à sa fabrication, de sa confection à sa logistique, de sa réclame et de sa médiatisation, à son débat « d'experts » puis à son contre débat « d'experts », de l'étalage commercial au paquet cadeau. Puis, c'est p'tit bonheur en passant à la caisse, enfin l'impatience de la « surprise »... C'est que les en-



fants, ils ont le dos large !

Même qu'y en a qui jouent avec l'emballage quand y en a trop. **C'est ça aussi la Magie de Noël !**

Mais les enfants, ça grandit... Après *Barbie* et *Playmobil*, on passe au robot *Moulinex* et autre rasoir électrique, ou à l'ordinateur dernier cri, etc. Y en a pour tous les goûts et toutes les bourses, impossible de répertorier les « nouveautés », les « innovations », tant l'imagination du bonhomme au traîneau est débordante et inépuisable... Tout ce qui est sur le marché peut être (et sera) transformé en cadeaux de Noël, TOUT !!! La cravate, le parfum, le *Mouton Rothschild 1969*, l'*Audi* dernier modèle, la tablette « aïe-pad », les extravagances de BHL en reliure cuir et or, des draps de soie et autres petites culottes... J'en passe des vertes et des pas mûres, sans oublier les guirlandes, le champagne, le foie gras et toutes les cochonneries malsaines pour la santé et l'environnement. N'omettons pas non plus la kalachnikov, la ligne de coke et tous les trafics en tous genres, Noël n'a aucune barrière, ni économique, ni morale, ni pudique. Et puis tous et toutes peuvent bénéficier de la messe de minuit, des *stars* qui chantent louanges à la télé, des petites fêtes à l'école, au bureau ou à l'atelier, dans les casernes ou derrière les barreaux. Même les sans toit et sans droits y ont droit – pour un soir, faut pas pousser. Bref, tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil !

Sauf que toutes ces *gentillesse*s, ces cadeaux pas nécessairement essentiels, leur emballage, toute cette bouffe, la production

sylvicole, les éclairages publics, ces ramassis de conneries déblatérées dans les médias, ces caprices et chantages affectifs, ont un coût économique, énergétique, écologique et mental monumental ! Alors, le père Noël n'est-il pas néolibéral ?!

Crise ou pas crise

Le Père, ou Mère Noël en kit

Dès le mois d'octobre Pôle Emploi et des sociétés de recrutement ont reçu du Père Noël (le « vrai » (3)) la mission de débusquer des assistant-es, vu qu'il ne peut être partout à la fois durant le *mois de l'avant*. Les critères de recrutement varieront. L'agence (encore) publique recrutera de préférence parmi les intermittents du spectacle. Le salaire que le client est prêt à pourvoir dépendra en partie du choix du casting. Celui-ci pourra être rigoureux ; autant profiter de l'expansion du chômage.

Certaines grandes surfaces et grands magasins « chics » et haut de gamme – qui accueillent beaucoup d'enfants – cibleront de préférence des hommes blancs, vieux, grisonnants et bedonnants. L'idéal est d'avoir la tête de l'emploi.

Les supermarchés, plus populaires, embaucheront sans être nécessairement trop regardants sur le physique ou l'âge, économie oblige.

Les comités d'entreprises (CE) ne seront pas toujours aussi regardants, enfin cela dépend aussi s'ils invitent les progénitures de leur personnel et de ce qu'ils sont prêts à débours.

Les *boutiques* pour hommes, les concessionnaires autos... privilégieront plutôt une Mère Noël et à l'inverse des grands magasins, elle sera plutôt jeune, pas bedonnante, mais dont « les parties les plus charnues de sa svelte académie » peu couverte malgré le froid, attirera plus d'un œil. Par contre la couleur de sa peau importe peu, du moment que sa « sculpture » soit tout un « art ».

Bien sûr, tout un chacun peut embaucher, louer, un-e père/mère Noël pour venir faire un petit tour chez soi, ou faire une surprise aux petits enfants. Un moteur de recherche indiquera des agences de recrutement. Le contrat CDD ou contrat intérim est flexible à souhait : de une heure à un mois.

« C'est bon pour l'emploi »

Les candidat-es – en forte concurrence vu le marché du travail – ont toute leur chance : débutant-es ou expérimenté-es. Le salaire en général sera le SMIC horaire, mais il n'y a pas vraiment de taux plancher. Et les plus chanceux (expérimentés) peuvent gagner jusqu'à cent euros la journée, mais ils ne sont pas légion. La moyenne du temps de travail dans un commerce est de 8h00/jour, + lorsque l'affluence de la clientèle est à son paroxysme durant les derniers jours de *l'avant*. Pour les CE et les particuliers, le temps de travail sera court, voire très très court. Il/le doit souvent satisfaire plusieurs client-es dans la même journée et là une journée de travail peut durer 13-14 heures. Mais tout le monde sait que le père Noël est prêt à beaucoup de sacrifices. Certains comédiens font ce « métier » depuis une quarantaine d'années et connaissent donc toutes les ficelles, de vrais professionnels. L'idéal est aussi d'être mobile, parcourir des km, habiter à Paris et courir après les enfants pour les prendre en photo à Marseille. Vous l'aurez compris, un père Noël sans traîneau est bon pour la casse.

Ainsi des milliers de père/mère Noël se plient en quatre pour la plus grande joie des petits et grands – et pour un salaire parfois de misère.

Les critères de sélection

Envoyer des candidatures spontanées un peu partout dès novembre, voire fin octobre à Pôle Emploi ; être très sociable et aimer le contact humain ; avoir le sens des responsabilités, avoir de la patience ; être dynamique ; autonome ; supporter le froid ; souriant-e ; être mobile ; aimer les enfants ; de préférence expérimenté-e : une expérience avec les enfants est souhaité ; bon-ne comédien-e : père/mère Noël a les qualités requises pour animer des événements autres que Noël. Il/le peut ainsi jouer d'autres personnages déguisés à la demande (chez des particuliers), etc. Être diplômé-e du BAFA, voire plus, ou comédien-e de métier sera un atout. Enfin, posséder déjà son propre costume en est également un.

Ne pas être : brusque ; frileux-se ; impatient-e ; alcoolique ; solitaire ; et surtout pas d'absentéisme, même le soir du 24 ou le 25.

Tout un symbole

Il n'échappe à personne (et pour le dire vite) que les humains se forgent leur idéaux selon leurs désirs les plus enfouis, inconsciemment pour la plupart d'entre eux, et bâtissent ainsi leurs mythes, leurs croyances, leurs idéaux, mais également leurs dogmes, leur religions, leur mysticismes. Toute société se construit ainsi sur des mythes et symboles que les individus ont forgé en commun. C'est le propre de l'homme (je préfère préciser de l'humain, vu qu'un homme sur deux est une femme) de développer son humanité qui ne serait être sans sa force symbolique. Fêtes et traditions en sont les pendants, elles permettent de promouvoir en partie la cohésion sociale d'une communauté d'humains et, ou sa pacification. La critique cynique ici de la fête de Noël - que l'on veuille ou non croire à sa mystification ancestrale - tient de la dérive du (ou des) mythe(s) originel(s) pour le plus grand bien de la valeur marchande, {qui} a abouti à s'imposer dans toute la société occidentale et sociétés de confession majoritairement chrétienne. Beaucoup de croyant-es - et d'athées - ne se laisseront pas berner par l'artifice du bonheur consumériste, mais leurs expressions sont marginalisées dans l'ère de la communication manipulée par l'empire capitaliste. Pourtant – en Occident tout au moins – toute la symbolique de Noël est bien empiriquement en symbiose avec un consumérisme vorace. Aussi toutes actions dynamiques (matérielles, « morales ») produisant une plus-value tient sa place dans cette fête et puisque celle-ci est « permise » à tous et toutes, personne (ou presque) ne va la remettre en question.

En parallèle, il n'est moralement pas condamnable de désirer de temps à autre de mettre « du beurre dans ses épinards », de « mettre les petits plats dans les grands » et de réunir les proches pour un moment convivial. Il est même, pour le plus grand bien de sa santé psychique, vivement souhaité de festoyer de temps à autre et pourquoi pas dans la même période que ses semblables. Tout dépend de la démarche empruntée et quels moyens seront utilisés.

Le père Noël écolo

La « magie de Noël » peut être cuisinée à toutes les sauces et notamment à celle qui préserve autant que possible l'environnement. Ce qui égratignera, plus ou moins selon sa matérialisation, son poison néolibéral. Sur un moteur de recherche (4) on trouvera nombre de sites ad-hoc conseillers : comment choisir son sapin, comment le décorer ; comment faire des petits et grands plats bio ; le choix des cadeaux (durables, fabriqués avec peu de Co2, etc.), ou leur fabrication personnelle ; avec quel type d'emballage ; enfin, réveiller sans téléloche, ordi et autre console et jouer ensemble autrement... Et lire ensemble « *Pour l'émancipation sociale* ».

Même dans la démarche plus « verte » mille façons de fêter sont possibles tout en passant un moment inoubliable.

Enfin et surtout : on n'est pas obligé de fêter Noël, vu qu'après tout, c'est un jour comme un autre !

J. C. - Jézu Crie et la caravane passe...-
le 15 décembre 14

(1) Faites votre cadeau, abonnez vos ami-es et vos proches à *Pour l'émancipation sociale* (talon d'abonnement en dernière page), c'est le plus beau présent que vous pourrez leur faire. Faites-en aussi la lecture devant le sapin et la crèche le soir du 24, « il » trébuchera dans la cheminée à coup sûr.

(2) Libéral par opposition à conservateur.

(3) Vous l'aurez compris, l'humour au second degré pour cet article est requis, sur un sujet toutefois très sérieux.

(4) Les sites proposant un Noël écolo sont nombreux, ne pouvant tous les citer je ne ferai de pub pour aucun.

Avoir vingt ans dans les quartiers populaires

mépris de « classe » et humiliation de « race »

Article de Saïd Bouamama paru en novembre 2014, proposé par O. Mangeot, repris dans sa presque intégralité

Pour en débattre... La publication de l'article qui suit a fait l'objet de controverses au sein du comité de réalisation sur au moins 4 points :

- Sur l'auteur lui-même, dont l'itinéraire et les écrits sont méconnus par certains d'entre nous. Puis sur les questions qu'il soulève tout en « négligeant » d'autres approches
- La pauvreté et la précarité ne sont pas circonscrites aux quartiers populaires où sont concentrées des populations issues de l'immigration, tout particulièrement d'origine maghrébine
- L'auteur manifesterait une certaine indulgence vis-à-vis de comportements (culturels, violents, virilisés ?) des jeunes (en déviance ?). Insister sur les droits à l'égalité économique, juridique... devrait s'accompagner d'un rappel à des devoirs. D'ailleurs, en positif, des formes d'intégration prévalent dans les cités...
- L'échec de la « politique de la ville » menée par les gouvernements successifs n'est pas souligné.

Plus généralement, l'auteur essentialiserait les quartiers populaires...

A contrario, cet article a le double objet de mettre l'accent, d'une part sur la paupérisation-précarisation et les discriminations qui caractérisent les populations qui y sont concentrées, et d'autre part, de souligner que leur « dangerosité » renvoie au racisme spécifique dont elles sont les victimes. Le racisme biologique n'étant plus acceptable, il prend un nouveau visage, celui du racisme culturel, civilisationnel...

Aux lecteurs et rédacteurs d'en juger. A vos plumes ou touches d'ordinateur.

Pour le comité de réalisation. Gérard Deneux.

Les quartiers populaires qui furent, le temps de la campagne présidentielle de Hollande en 2012, sa priorité, sont, sitôt l'élection terminée, redescendus là où ils sont assignés depuis des décennies, tout en bas de l'échelle des préoccupations des gouvernements. Les quartiers populaires réapparaissent, via les médias, lorsqu'il s'agit d'en montrer les « dangers » : réserves de djihadistes, espaces so-disant de « non-droit », violences endémiques, lieux de deals incontrôlables et incontrôlés... réduisant ainsi leurs habitants à la négativité et occultant leurs résistances à la dégradation de leur environnement. Les médias ne parlent de la dégradation persistante de la situation économique et sociale de ces quartiers, qui font, pourtant, l'objet d'attentions spécifiques d'une Politique de la Ville qui démontre son inefficacité.

Paupérisation, précarisation, discrimination

La paupérisation est croissante dans 751 quartiers dits « sensibles »(1). Le taux de chômage est en 2012 de 24.2% contre 10.1% au niveau national. Le taux de pauvreté est de 36.5% soit 2.6 fois plus élevé que sur le reste du territoire (14.6%), le revenu annuel moyen des habitants est de 12 500 euros c'est-à-dire 54% seulement du taux moyen national. Il ne s'agit pas d'une dégradation conjoncturelle mais d'une mutation structurelle qui s'étale depuis plusieurs décennies : le taux de chô-

mage des 15-64 ans de 16.7% en 2008 a atteint 24.2% en 2012. La situation des jeunes est encore plus dramatique avec un taux de chômage de 45% pour les 15-25 ans (contre 22.7% pour les 25-49 ans en ZUS et 23.1% pour les jeunes hors ZUS).

A ce processus de paupérisation s'adjoint un processus de précarisation. Le travail et la classe ouvrière existent encore dans les quartiers populaires, en revanche, le rapport au travail est de plus en plus intermittent, passager, irrégulier, entrecoupé de périodes longues d'inactivité. Cette précarité est institutionnellement produite par les « contrats aidés » aux multiples noms, structurant progressivement un marché du travail segmenté aux droits inégaux (CDD, intérim, contrats aidés et autres « nouveautés ») comme la garantie jeunes(2). L'entrée dans la vie active par l'emploi précaire c'est, concrètement, la perte de plusieurs horizons d'autonomie : accès au logement autonome, rapports affectifs et amoureux, estime de soi et santé, agenda des priorités, etc.

L'inscription dans la durée du processus de paupérisation ne peut que susciter des tendances au développement d'un rapport craintif, sceptique, désespéré, à l'avenir. Ce qui est surprenant ce n'est pas que des quartiers exposent régulièrement mais le fait qu'ils n'exposent pas plus souvent. L'explication est logique : ils n'exposent pas parce qu'une partie de leurs habitants implorent.

Avoir 20 ans dans les quartiers populaires c'est objectivement, pour la majorité des

jeunes, être dépossédé du droit à la projection et être assigné à une temporalité de l'immédiat.

Les jeunes issus de l'immigration postcoloniale subissent de surcroît des discriminations massives et systémiques dans l'accès à l'ensemble des biens rares (formation, logement, emploi, etc.). Cela ne peut plus être nié depuis une enquête du Bureau International du Travail de 2008 (3). L'enquête par testing a mis en exergue que 4 employeurs sur 5 privilégient les candidats du groupe majoritaire (non issus de l'immigration postcoloniale) sur ceux issus de groupes minoritaires (français Noirs ou Arabes). Ces discriminations racistes ne sont pas neuves, leurs parents les ont subies mais l'impact destructif est plus important pour les nouvelles générations. Le sentiment d'injustice est d'autant plus insupportable pour ces jeunes qu'ils sont nés et ont été socialisés en France.

Toutes les analyses qui occultent les discriminations racistes ne peuvent que devenir aveugles à la réalité des quartiers populaires. Quand, par peur de prononcer le mot « race » ou que par coquetterie intellectuelle, on se contorsionne pour mentionner une telle inégalité sans la nommer et/ou sans vouloir la mesurer, on contribue objectivement à la reproduire. De même, toutes les analyses qui confondent les réactions à la violence systémique subie (pouvant bien sûr se tromper de cibles) et le racisme systémique et la violence massive qui en découlent, en amalgamant les deux sous le vocable de racisme, alimentent volontairement ou non (le résultat est le

même) le racisme systémique. Qu'on le veuille ou non, la classe se vit aussi de manière racisée dans le capitalisme mondialisé contemporain. Reconnaître la réalité pour ce qu'elle est, est la première étape pour pouvoir la transformer. L'occultation dans les reconstructions médiatiques des quartiers populaires de ce contexte matériel révèle un mépris de classe.

Essentialisation, racialisation et politique de la race

L'essentialisation est l'adoption d'une grille explicative d'un sujet ou d'une question niant les déterminants historiques, économiques, politiques, sociaux, etc., conduisant à expliquer la réalité à partir d'une « essence » qui caractériserait un groupe social, une culture ou une religion, le considérant comme invariable historiquement, homogène et indépendant des interactions avec la société globale. Exemple d'essentialisation : les jeunes des quartiers populaires apparaissent comme étant une population particulière et homogène dans de nombreux reportages et déclarations politiques implicites : violences dans leurs relations sociales, désocialisation, filles victimes du virilisme des garçons. Le jeune apparaît dès lors, non pas comme le résultat d'un fonctionnement social, mais comme un sujet fondamentalement porteur de dangerosité. Dans un tel cas de figure, la solution n'est pas à chercher dans la suppression des inégalités mais dans le contrôle et la répression. Les causes de la multiplication contemporaine des traitements essentialistes des quartiers peuvent se déduire de facteurs objectivables : d'une part, le besoin pour le gouvernement de masquer le lien de cause à effet entre une politique libérale de destruction des sécurités sociales et des services publics, d'autre part, la recherche du sensationnalisme à finalité d'audimat pour les médias.

La racialisation ou l'ethnisation relève du même processus recherchant « l'essence explicative » dans un facteur de « race ». Il faut prendre le terme de « race » dans ses évolutions historiques. Frantz Omar Fanon a démontré que la mécanique raciste s'adapte aux évolutions des contextes pour maintenir son efficacité(4). Il a en particulier souligné, en 1956, la mutation du racisme biologique au racisme culturel, du fait à la fois des progrès scientifiques, des horreurs de la seconde guerre mondiale et de la colonisation. Mais l'histoire se poursuit après Fanon et le racisme continue à prendre de nouveaux visages. La caractéristique religieuse est un des nouveaux visages de ce racisme sous la forme de l'islamophobie. Tous ceux qui pinaillent sur l'utilisation du terme islamophobie, soit sincèrement, par coquetterie intellectuelle

ou par calcul, contribuent au même résultat : l'enracinement et la banalisation de l'islamophobie.

Finkelkraut pratique l'essentialisme en parlant des « émeutes urbaines » de 2005 plutôt que de « révoltes des quartiers populaires » : « Regardez ! En France, il y a aussi des immigrés dont la situation est difficile, des Chinois, des Vietnamiens, des Portugais et ils ne prennent pas part aux émeutes. C'est pourquoi il est clair que cette révolte a un caractère ethnique et religieux (5). De même, le sociologue Lagrange explique l'échec scolaire et la délinquance par la culture d'origine des Africains subsahariens (6). Enfin, Valls dit, à propos des Roms : « Ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres qui sont évidemment en confrontation (avec les populations locales)... C'est illusoire de penser qu'on règlera le problème des populations roms à travers uniquement l'insertion »(7)... et il fait démanteler leurs campements et les reconduit à la frontière.

L'essentialisation et la racialisation passent un seuil qualitatif en se traduisant dans des politiques spécifiques pour des populations « particulières » : des politiques de la race. Ainsi, la loi sur les signes religieux à l'école fut une politique spécifique pour un foulard spécifiquement musulman, les municipalités ne ramassant pas les ordures des campements roms adoptent une politique spécifique pour des populations particulières. La banalisation de l'essentialisation et de la racialisation prépare le terrain à une politique de la race de plus en plus assumée.

Violence sociale et violence contre soi

Les habitants des quartiers populaires subissent une violence sociale systémique d'autant plus destructrice qu'elle ne se présente pas et n'est pas perçue comme telle. C'est un des privilèges des classes dominantes que d'user de la violence économique en la présentant comme une simple gestion neutre et sans conséquence. Dans les faits, les décisions libérales prises par le gouvernement socialiste détruisent nos quartiers, assomment notre jeunesse, poussent au désespoir une partie d'entre nous, « suicident » une autre partie dans la toxicomanie, mènent à la folie une autre partie encore comme en témoignent les patients pauvres et issus de l'immigration des hôpitaux psychiatriques, etc.

A cette violence économique s'ajoute la violence idéologique sous la forme du « mépris de classe » et de « l'humiliation de race » avec toutes les conséquences prévisibles d'encouragement aux passages à l'acte violents contre les populations désignées comme indésirables et dangereuses.

Ces violences sont sans commune mesure avec les violences de réactions et/ou de défense qui éclatent dans les quartiers populaires. La violence des dominants est invisible, élégante, polie : « Les plus riches agissent en tenue de camouflage, costume-cravate et bonnes manières sur le devant de la scène, exploitation sans vergogne des plus modestes comme règle d'or dans les coulisses. Cette violence sociale, relayée par une violence dans les esprits, tient les plus humbles en respect : respect de la puissance, du savoir, de l'élégance, de la culture, des relations entre gens du « beau » et du « grand » monde »(8).

Les solidarités de proximité, les médiations spontanées de voisinage, les multiples groupes de Rap, les nombreuses initiatives de mobilisation pour le logement, contre les crimes racistes, contre les discriminations, etc. sont toutes des réactions de vie salutaires mais elles ne peuvent enrayer de manière significative la violence économique et idéologique pratiquée. Se développent des autodestructions individuelles et/ou collectives : « On nous traite comme des esclaves, on se révolte comme des animaux »(9).

Les discours politiques et médiatiques contribuent par leur réductionnisme et leur essentialisme à maintenir cette violence contre soi en désignant des cibles de proximité, des « coupables » de voisinage, des « ennemis » dans la famille.

« Si vous n'êtes pas vigilants, les médias arriveront à vous faire détester les gens opprimés et aimer ceux qui les oppriment » Malcolm X.

Il est temps de reprendre l'initiative.

Saïd Bouamama, sociologue, militant pour l'égalité des droits

Article à retrouver en entier, sur le blog de Saïd Bouamama <https://bouamamas.wordpress.com>

(1) Les chiffres qui suivent sont extraits du rapport 2013 de l'Observatoire national des Zones urbaines Sensibles (ONZUS) ainsi que des rapports statistiques du Secours Populaire et du Secours Catholique.

(2) Accompagnement renforcé vers l'emploi (contrat de 1 an maxi) pour les moins de 25 ans, précaires, sans emploi, sans formation. Allocation = RSA (509€/mois/personne seule)

(3) E. Cedey et F. Foroni, « Les discriminations à raison de « l'origine » dans les embauches en France – OIT, Genève, 2007

(4) Frantz Fanon, Racisme et culture in Pour la révolution africaine, la Découverte, Paris 2001

(5) Alain Finkelkraut, interview au journal Haaretz, 17 novembre 2005

(6) Hugues Lagrange, Le déni des cultures, Seuil, Paris 2010

(7) Manuel Valls, déclaration sur France inter le 24 septembre 2013

(8) Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon La violence des riches, chronique d'une immense casse sociale, la Découverte Paris 2013

(9) Saïd Bouamama, Des gentils « beurs » à la méchante « racaille », Culture et société, n° 15

De la répression policière (suite)

Notre précédente parution traitait notamment de la violence policière, levier de sécurité de la République française qui s'affirme par la défensive plutôt que par la tolérance et l'émancipation ; autre levier possible pour élever une république démocratique digne de ce nom. Nous allons prolonger le sujet, tant il nous paraît essentiel de dénoncer cet État, de fait, policier. Au constat des difficultés du pouvoir à faire avaler ses pilules indigestes, celui-ci use d'une gouvernance coercitive, dévoilant ainsi sa fragilité et la répression policière en est la cristallisation.

La police aux ordres du capital

Une gouvernance coercitive

En effet : l'interdiction du droit de manifester se banalise, une pression sur les populations des quartiers dits sensibles qui s'est banalisée, une oppression quotidienne des migrant-e-s et gens du voyage, une répression des contestations sociales, politiques et environnementales qui se généralise...

C'est l'expression citoyenne dans toute sa spatialité qui tout bonnement est bafouée et *Le changement, c'est maintenant !* tant attendu, par celles et ceux qui y croyaient, dans les faits s'est traduit par « *tais-toi et consomme* », alors que de moins en moins de personnes en ont les moyens. Sommes-nous entrés dans un nouveau chapitre de l'Histoire ? La diatribe, « *En démocratie c'est, cause toujours au ferme ta gueule, sous la dictature* », est d'actualité, ne sommes-nous pas à mi-chemin d'un totalitarisme ?!

Ils privatisent la « démocratie »

Le consensus à la française (gôchedroite) pour formater et normaliser la « populace » n'est pas un cas isolé, cette situation prévaut un peu partout dans le monde et la répression policière est à l'œuvre aussi bien en Belgique, qu'en Grèce, à Hong Kong, qu'aux États-Unis ou au Mexique, au Portugal ou en Hongrie. Etc. Mais à qui profite le crime ?! Nous savons qu'il n'y a plus de projet politique, ni dans l'UE, ni outre Atlantique, seule la « croissance » (alors, que celle-ci ne viendra jamais plus) à n'importe quel prix social et écologique est l'objectif au sein des instances politiques, économiques et relayé médiatiquement. Lorsque la nouvelle poule aux œufs d'or (le TAFTA, voir le n° 5 du PES) aura, si elle est appliquée, garni encore plus les paniers des tenants du capital, on privatisera les rues, les trottoirs, les parcs... (meuh non, t'es parano et défaitiste) Comme chaque privatisation entraîne des recettes en moins,

voire crée une nouvelle dette, le/la travailleur-euse devra faire face aux futures rigueurs... Et à chaque coup de gueule que le recul social entraînera, la matraque officiera. Nous sommes en pleine privatisation de la « démocratie » ! La répression républicaine a toujours le même but, celle de protéger les intérêts de la bourgeoisie, auparavant dans le cadre de l'État-nation, aujourd'hui dans celui de la mondialisation et des intérêts de « l'internationalisme spéculateur bourgeois ».

En finir avec la traite

Les moyens pour y faire face sont limités, ils dépendent essentiellement de la volonté populaire. Son potentiel est réel, la complexité réside dans sa prise de conscience, non pas uniquement pour reconnaître que le populo est LA vache à lait par excellence, il ne cesse de s'en plaindre, mais pour décider que la traite c'est terminé ! C'est cela une conscience de classe qui s'affirme : construire l'unité de la classe ouvrière, toujours présente, n'en déplaise aux consuméristes et à la bourgeoisie. En attendant que cette unité ne se déclare enfin, les quelques contestataires – comparés à la masse de soumis – doivent se protéger au mieux lorsqu'il/les prennent leur courage à deux mains pour dénoncer, revendiquer, occuper, proposer...

Ci-dessous quelques exemples pour se protéger ; autant faire que peut, de la répression policière, ainsi que de démontrer que la police est tout d'abord un corps répressif au service des dirigeants et des élites avant de l'être au service de la population.

Le droit ne s'use que si l'on ne s'en sert pas !

Le Guide du manifestant arrêté

Le syndicat de la magistrature édite, à l'usage des manifestant-es, un guide pratique afin d'informer les personnes contrôlées ou

arrêtées lors des diverses luttes sociales ou revendicatives réprimées. Ce guide est téléchargeable sur le site du syndicat (1). Il se présente sous cinq chapitres : *Vous êtes contrôlé ; Vous êtes arrêté ; Vous êtes accusé ; Vous êtes jugé en comparution immédiate ; Vous êtes fiché !*

Les conseils prodigués ne mettent malheureusement pas les *contrôlé-e-s*, ou *arrêté-e-s* à l'abri des comportements et des procédures policières, néanmoins il importe d'en prendre connaissance sérieusement. Petit extrait : La question des contrôles d'identité et des fouilles est absolument stratégique pour la police et peut se révéler désastreuse pour les manifestant-e-s.

Stratégiques, parce qu'elles sont à la source de la constatation de très nombreuses infractions, en l'occurrence les plus « rentables » en termes de statistiques policières : législation sur les étrangers, petite détention de stupéfiants, bombes lacrymo, couteaux (même petit canif), objet pouvant servir à se défendre, oubli de sa pièce d'identité, etc. Contrôles et fouilles sont opérés à l'abri des cortèges (manifestant-e-s isolés).

Désastreuses pour les manifestant-e-s, parce qu'à n'en pas douter, pressée par une politique du chiffre, la police se distingue, sans respecter nécessairement les procédures. De plus, il suffit de s'en plaindre même courtoisement pour se retrouver devant un juge pour outrage et rébellion. Désastreuses toujours : comment prouver le contraire des déclarations de représentants de l'ordre public. C'est une amende à coup sûr, plus une condamnation en sursis au minimum.

Il est indispensable lors d'une arrestation, de réclamer la présence d'un avocat, voire d'un médecin le cas échéant. La police est dans l'obligation de prévenir un avocat (au moins d'office) au bout de trois heures de garde à vue.

Autres conseils de sécurité

Ceux-ci découlent du vécu : lors de manifestations qui risquent d'être « turbulentes » :

* n'avoir sur soi qu'une pièce d'identité (obligatoire, en faire défaut garantit la garde à vue et une amende), aucun autre document

officiel, si ce n'est le groupe sanguin ;

* un peu de papier pour prendre quelques notes : numéro de téléphone d'un ou plusieurs avocats (préalablement avertis, avec son ou leur accord), noter même ses (ou leurs) coordonnées sur le bras ; autres...

* toujours rester groupés, si possible avec des personnes connues ou des ami-e-s, ne jamais s'isoler (pour appeler avec son mobile, etc.) ;

* si un téléphone mobile peut permettre d'appeler un-e proche lors d'une bousculade, il sera aussi une source de renseignement pour la police ;

* de préférence avoir une bouteille d'eau en plastique (surtout jamais en verre, elle sera considérée comme une arme), ou une solution (dit sérum) physiologique, voire un citron en supplément : afin de se rincer les yeux après avoir subi les affres d'une grenade lacrymogène ;

* se méfier d'individu s'infiltrant dans le cortège pour provoquer... Si c'est le cas, avertir les personnes autour afin de dissuader l'individu (cela peut être un policier, ou membre d'un groupe politique opposant à l'appel de la manifestation) ;

* si un-e manifestant-e est exfiltré-e du cortège par plusieurs individus, avertir et regrouper urgemment quelques personnes : en général ce sont des flics qui tentent d'embarquer en douce un-e manifestant-e afin de faire du chiffre. Mais ces individus peuvent également être des membres d'un groupe politique opposant à l'appel de la manifestation ;

* au constat d'une ou plusieurs manifestant-e-s embarqué-e-s, appeler un ou plusieurs avocats, peut être que ces personnes

n'auraient pas pris suffisamment de précautions. Et être sûr que l'avocat se déplacera, sinon aller au commissariat en groupe afin d'aller prendre des nouvelles des personnes arrêtées, cela les reconfortera par la même occasion. Prévenir leurs proches si possible...

* en cas de personnes incommodées par les gaz, lui laver les yeux ;

* de manifestant-e blessé-e et/ou emportée par une ambulance : prévenir ses proches si possible.

* tenter de prendre des photos lors de violences policières, mais très discrètement.

* Lors de la dispersion d'une manifestation ayant subi une confrontation violente quelconque, s'assurer que les proches, les camarades, sont tou-tes présent-es et ne pas se dire « *pas de soucis, il/le est parti-e...* ». Sans nouvelle, chercher absolument à en avoir.

Le contrôle au faciès

Formé au printemps 2011, le Collectif contre le Contrôle au Faciès (2) réunit informellement associations, personnalités et membres de la société civile à travers la France qui veulent tenir les officiers de police comptables de leurs actes, et obtenir une réforme de la loi encadrant les contrôles afin de permettre un recours en cas de contrôles discriminatoires. Le contrôle sur la base de la seule apparence, ainsi que ses conséquences dramatiques, sont dénoncés depuis des années... Mais c'est suite à la publication d'une étude du CNRS révélant qu'à Paris, un style « jeune » multiplie par 11 le risque d'être contrôlé, qu'un collectif informel s'est formé. L'objectif à long terme du Collectif est de freiner

la pratique abusive et illégale du contrôle d'identité que représente le contrôle au faciès, dont l'inefficacité est démontrée.

Le contrôle au faciès est un contrôle d'identité motivé par l'apparence d'une personne plutôt que par son comportement ou ses actions. C'est illégal. L'étude « Police et Minorités Visibles » : les contrôles d'identités à Paris" (lien vers étude) démontre que le contrôle au faciès touche prioritairement ceux qui sont perçus comme « jeunes » (11 fois plus), « noirs » (6 fois plus que les « blancs »), ou « arabes » (8 fois plus). Plus

d'infos sur l'article 78.2 du code pénal.

Une action nationale contre les contrôles d'identité abusifs est en place : à chaque contrôle hors véhicule et sans motif, retenir la date, l'heure, le lieu, le contexte du contrôle, le motif annoncé, le déroulement et le comportement du policier, et envoyer un sms "CONTRÔLE" au 07 60 19 33 81. Le Collectif vous rappellera en 24H pour faire valoir vos droits et vous inclure dans cette action.

La police dans tous ses états

Chant des CRS

« Nous relèverons la France » Extraits :

La rue n'appartient pas à ceux qui y descendent

La rue appartient au fanion de la Compagnie
Autour de nous la haine

Autour de nous la manifestation

Refrain : Foulant la boue sombre vont les CRS (bis)

Puisqu'il nous faut vivre et lutter dans la souffrance

Le jour est venu où nous imposerons aux foules

Ou encore :

Combien sont tombés au hasard d'un clair matin

De nos camarades qui souriaient au destin

Quel dur métier, mais combien exaltant

La vie ne sourit plus qu'aux forts et aux vaillants

Sans commentaire !

Code de déontologie

Extraits du Code de déontologie de la police et de la gendarmerie nationales (Livre IV, titre 3, chapitre 4 de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure) en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2014 :

Cadre général (Art. R. 434-2) de l'action de la police et de la gendarmerie.

Placées sous l'autorité du ministre de l'intérieur pour l'accomplissement des missions de sécurité intérieure et agissant dans le respect des règles du code de procédure pénale (...) assurer la défense des institutions et des intérêts nationaux (...), la protection des personnes et des biens. (...), avec loyauté, sens de l'honneur et dévouement.



Obéissance (Art. R. 434-5), extrait : « *Le policier ou le gendarme exécute loyalement et fidèlement (...), de l'autorité investie du pouvoir hiérarchique, sauf dans le cas où l'ordre est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public* ».

Dans ce cas, pourquoi suite à une bavure, flics et pandores de base seront les boucs émissaires – s'ils sont *mis en examen*, jamais au grand jamais, un officier, haut gradé, ou un ministre n'est inquiété !

Et qu'est-ce que compromettre gravement un intérêt public ? Gazer à tort et à travers, matraquer à tout va, n'est-ce pas nocif pour l'intérêt public ?!

Protection fonctionnelle (Art. R. 434-7) : « *L'état défend le policier ou le gendarme, ainsi (...), contre les attaques, menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations et outrages (...)* ».

Quelles que soient les enquêtes, voire les poursuites à l'encontre de policiers, la hiérarchie défend en effet toujours ses subordonnés - sauf cas rares – quelles qu'en soient les raisons.

Rappel de l'Art. R. 434-16 (cité dans notre parution précédente) : « *Le Code de déontologie subordonne l'exercice des missions de police au strict respect de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, de la Constitution, des conventions internationales et des lois. Lorsque la loi l'autorise à procéder à un contrôle d'identité, le policier ou le gendarme ne se fonde sur aucune caractéristique physique ou aucun signe distinctif pour déterminer les personnes à contrôler, sauf s'il dispose d'un signalement précis motivant le contrôle. Le contrôle d'identité se déroule sans qu'il soit porté atteinte à la dignité de la personne qui en fait l'objet. La palpation de sécurité est exclusivement une mesure de sûreté. Elle ne revêt pas un caractère systématique. (...) La palpation de sécurité est pratiquée à l'abri du regard du public.* »

« Article R. 434-27 : « *Tout manquement du policier ou du gendarme aux règles et principes définis par le présent code l'expose à une sanction disciplinaire en application des règles propres à son statut, indépendamment des sanctions pénales encourues le cas échéant.* »

Mais si la subordination de la mission doit être au strict respect du citoyen, la confusion et l'amalgame sont largement permis, un policier aura toujours un témoin policier lors de contrôle, d'arrestation, de matraquage..., pour affirmer un danger potentiel, un signalement équivoque, etc. Il suffit de se référer à « *sauf s'il dispose d'un signalement précis...* » ou encore : « *la palpation de sécu-*

rité est exclusivement une mesure de sûreté, elle ne revêt pas un caractère systématique ». Les syndicats de police revendiquent justement d'agir au préalable, à la précaution, au danger (soi-disant) réel lors de chaque contrôle ou interpellation. Aussi, s'il n'y a pas une foule de témoins pour contredire devant la justice des allégations policières, ces derniers auront toujours raison. Mais où sont donc passés l'honneur et la loyauté ?!

Le/la lecteur-trice pourra étudier le code dans sa totalité, celui-ci est téléchargeable pour tout public (3).

La violence critiquée

Dans notre précédent numéro, une référence à Maurice Grimaud, préfet de police de Paris durant les événements *de mai 68*, fait état d'une lettre à l'adresse des policiers où il y stigmatise la violence exercée par ces derniers et précisant que si la police gagne peut être la bataille de la rue, elle perdra sa réputation, celle d'une police au service de la démocratie et des libertés...

Grimaud a co-écrit un livre avec Gérard Monate contre la violence gratuite. L'ouvrage est édité en deux parties, Monate : *Flic ou gardien de la paix*, suivi de *La police malade du pouvoir*, de Grimaud.

Monate est également considéré comme une « grande figure du syndicalisme policier », il avait créé en 1969 la Fédération autonome des syndicats de police, marquée à gauche, proche du PS et incontournable dans les négociations avec les gouvernements. En 2009, le syndicat fusionnait avec SGO-FO, afin de contrer notamment la progression du syndicat *Alliance* (réputé sarkosiste). Pour autant les élections professionnelles de 2010, si elles permirent à la fusion d'être à la tête des syndicats de police, elles révélèrent aussi les nombreuses querelles de chapelle d'ordre corporatif...

Les élections professionnelles

Les élections professionnelles de la fonction publique et notamment de la police du 1^{er} au 4 décembre ont permis la désignation des représentants du personnel pour toutes les instances consultatives – hormis les militaires de la gendarmerie. Le taux de participation était de 68,15 %, (4). Taux honorable pour cette « branche d'industrie » comparé à l'ensemble des corporations du service public. Et sans comparaison aucune avec le *privé*. Mais ce taux est néanmoins en baisse au regard des 82,79 % et 80,03 % de suffrages exprimés (5) lors des élections de 2010.

On peut considérer qu'il y a une droitisation dans la police (à l'instar de l'ensemble de

la société française) et le Président Hollande n'y est certainement pas étranger ! L'augmentation de plus de 14 points d'abstention a profité à *Alliance*, qui pour la première fois devance (avec 33,75 %) la FSMI-FO (31,99 %) (la fusion entre les autonomes et FO).

On notera cependant que le **grand perdant** du suffrage est le **FN** ! La FPIP, animée par un ancien du FN-Police, stagne avec 3,35 %. Quant aux syndicats les plus marqués à gauche, ils sont marginaux (CGT 3,39 % et Sud 0,96 %) et n'obtiennent aucun siège – m'enfin, peut-on être gauchiste et flic à la fois ?!

Il s'agit là de mandats au niveau national, les niveaux régionaux varient... Il s'agit également de tous les différents corps confondus : gardiens de la paix, CRS, Officiers, commissaires, administration de la DG et ministère, où les répartitions des sièges varient fortement, sur le plan national et régional, ce qui concerne CFDT, CFTC, France police etc.

Selon *Libération* (6), l'adhésion à un syndicat serait liée à des considérations consuméristes : en fonction de l'aide qu'un syndicat peut apporter : avancements, affectations, décisions disciplinaires. Cela explique le taux de syndicalisation très important, près de 80 % alors qu'il ne dépasse plus les 10 % ailleurs... (7).

En conclusion

Le malaise professionnel est profond ; 51 suicides depuis le début de cette année. Les raisons : les conditions de travail qui se dégradent ; les missions chronophages ; la réduction des effectifs, les tâches quotidiennes toujours plus lourdes.

Mais ces facteurs sont les mêmes dans toutes les branches d'industrie : suicides à France télécom, à La Poste, accidents de travail mortels dans le BTP, malaise dans l'Éducation, etc. Partout, l'objectif de rentabilité surpasse celui d'un travail digne et bien fait ! Pourquoi devrait-on considérer que l'endémie a moins sa place dans la police qu'ailleurs ? En quoi l'avenir de nos écoles importe-t-il peu ? Quid des sempiternels accidents de travail dans le BTP, relatés dans la rubrique « *des chiens écrasés* » ? Ces hommes et femmes seraient-ils/elles psychiquement plus fragiles, d'où leur engouement à faire carrière pour une « mission salvatrice » ? Il est indéniable que la majorité aspire à une identité sociale forte et une virilité reconnue, que le travail manuel salarial n'est pas une aspiration et que le besoin de domination sur leurs concitoyen-nes est probant. Combien sont-ils/elles à entrer dans ces ordres par simples motivations de protéger et secourir les faibles

Les précaires, kleenex de l'Éducation Nationale

et les opprimés, faire respecter la loi – et donc d'en faire **toujours** de même – il/les semblent être en grande minorité. Les raisons du silence assourdissant d'une police proche du prolétariat ou des sans-papiers ne sauraient être la discrétion et la rigueur. Les Grimaud et autre Monate restent des épiphénomènes... D'ailleurs ce dernier après avoir quitté la grande maison pour investir dans le privé a été condamné en 1997 pour participation à la gestion des financements occultes du PS dans l'affaire URBA, dont il fut le dirigeant.

En fin de compte la symbiose entre le pouvoir et les dirigeants du capital avec une police qui leur est docile reste d'actualité : servir ces pouvoirs-là d'abord et être craint par les diverses catégories de la population. La sémantique a évolué, le terme *force de sécurité de l'intérieur* a pris le pas sur *les forces de l'ordre*. Le malaise au sein des corps de police n'est pas à mettre sur le dos des travailleurs-euses et de leur famille, mais bien sur celui des responsables de la crise économique et sociétale, à savoir notamment les représentants politiques. Quid encore des réseaux internes et de la concurrence parfois féroce (guerre des polices) ? Le glissement de « notre » République vers une « démocratie » sous surveillance, avec des droits restreints et une répression croissante sera relayé avec zèle par police et gendarmerie – *Alliance* exige toujours plus de moyens coercitifs ; la diatribe citée ci-dessus prend ainsi tout son sens lorsqu'il y a militarisation des *gardiens de la paix*. En toile de fond, le 70^e anniversaire de la création des CRS nous rappelle que nous sommes en société punitive et méritocrate : police, prison, pognon ou pauvreté.

Jano Celle, 8 décembre 2014

(1) www.syndicat-magistrature.org/Le-Guide-du-manifestant-arrete-mis.html

(2) stoplecontroleaufacies.fr/slcaf/ -- e-mail : stoplecaf@gmail.com

(3) www.police-nationale.interieur.gouv.fr/Presentation-generale/Deontologie-et-contrôle

(4) www.interieur.gouv.fr/Actualites/Com-muniqués/Resultats-des-elections-professionnelles-du-04-decembre-2014

(5) fr.wikipedia.org/wiki/Élections_professionnelles_dans_la_police_nationale

(6) www.liberation.fr/societe/2014/12/02/l-adhesion-a-un-syndicat-policier-est-liee-a-des-considerations-consumeristes_1154466

(7) Jean-Louis Loubet, auteur notamment de *Police et politique. Une approche sociologique* (L'Harmattan) et *De la police et du contrôle social* (Cerf).

Les AESH (ex AVS), ESH et AED(1) jouent un rôle important dans l'accompagnement des enfants handicapés, ainsi que (pour les AED), dans celui des élèves scolarisés dans les écoles, les collèges et les lycées. Qui connaît ces métiers ? Pourquoi l'État refuse-t-il de pérenniser ces postes ? Pourquoi l'État permet-il le maintien dans la précarité de ces personnels ?

D'aucuns se sont élevés contre l'attitude discriminatoire induisant une dévalorisation d'un groupe humain professionnel de l'Éducation Nationale (AVS et EVS), l'attitude de maltraitance sociale aggravée à l'égard de ces personnels par des acteurs décisionnaires politiques.

Depuis 2006, la discrimination est fondée sur la précarité sociale, au point de s'ancre dans l'esprit du citoyen lambda par la formule lapidaire : « riche tu obtiendras plus, pauvre tu le resteras ». Dans les faits, depuis plus de 20 ans, les auxiliaires de vie scolaire ont joué un rôle décisif dans la progression constante du nombre de jeunes en situation de handicap scolarisés dans les classes ordinaires des différents établissements. Ces personnels sont employés sous différents types de contrats : AED, CUI-CAE(2) ou employés par des collectivités locales ou des associations. Or, depuis 20 ans, aucune amélioration de leurs conditions n'a réellement vu le jour. Pire, ils ont été écartés de tous les processus visant à réduire la précarité et ont subi les avatars des différents contrats ! Leur nombre se révélant insuffisant pour faire face aux besoins, il a été fait appel à des personnels sous contrats aidés qui sont aujourd'hui majoritaires !

Les annonces du 1er Ministre, fin août 2013, ont certes confirmé le principe d'une professionnalisation, assise sur un diplôme et un CDI (contrat à durée indéterminée). Mais elles restent en deçà de l'ambition initiale, plaçant les AVS en dehors du cadre général des personnels de la fonction publique, laissant entière la question du temps incomplet et n'apportant le CDI qu'au bout de 6 années de précarité, laissant sur le bord du chemin les milliers de contrats aidés. Le nouveau diplôme annoncé semble avoir du mal à voir le jour et repose, une nouvelle fois, la question de la qualification requise pour des interventions se déroulant en milieu scolaire !

Vous me trouvez bien amère ?

Quand, vous, Monsieur le Ministre, dépensez énergie et sommes folles dans la réforme des rythmes scolaires (pour le bien des enfants !), des précaires performants, motivés, compétents, qui sont réellement au service des enfants se font jeter comme de minables kleenex !

Un exemple concret ?

B est dans sa 6^{ème} année d'AVS. Elle a accompagné un certain nombre d'enfants, porteurs de handicaps divers, s'est formée seule, sur son temps libre, afin de remplir au mieux sa mission d'accompagnante. Elle pourrait écrire sur son CV : spécialiste de l'autisme, de la dyspraxie, du braille, de la langue des signes... de la patience en tout genre. Sauf, que son métier n'en est pas un ! Tout au plus un pansement sur une jambe de bois ! Et on va la remercier, non ! Que dis-je ? la jeter, car son temps est écoulé ! Mais non, suis-je bête ! Pas de licenciement sur un CDD, juste un non renouvellement, juste un «voilà c'est fini ! Au revoir ! ». Adviene que pourra ! Avec un peu de chance, et si elle a des diplômes, elle retrouvera quelque chose (le marché du travail étant si prospère !), elle passera un concours... mais les autres ? Retrouver un emploi précaire dans un autre domaine sera sans doute leur seule issue !

Bilan pour ces personnes : 6 ans d'une parenthèse dans leur vie de travailleurs ! Fin d'un parcours de précaire, de CDD renouvelés et encore renouvelés, payés au lance-pierres. Pas de statut, peu de salaire, peu ou pas de reconnaissance, pas d'avenir, pas de droits. 90 000 salariés précaires AVS-EVS. Ils demandent à être des acteurs sociaux pleinement reconnus sur le plan professionnel et personnel.

À la rentrée 2014, exit les AVS, place aux AESH : les ex-AED-AVS deviennent AESH, les AVS en contrat CUI-CAE restent... des AVS ! Ce méli-mélo d'usage de sigles ne saurait faire oublier certaines dérives depuis la sortie de la circulaire d'application relative au recrutement et l'emploi des AESH parue le 08.07.2014. La liste de ces dérives effectuées par les services académiques s'étoffe désormais, découvrant ainsi une réalité peu glorieuse pour leurs auteurs. Qu'on en juge seulement pour la simple reprise des salariés ex-AED-AVS en contrat AESH.

Vivette Michéa

(1) AVS = Auxiliaire de vie scolaire
AESH = Accompagnant d'enfant souffrant de handicap
EVS = Employé de vie scolaire
AED = Surveillants (pions)

(2) CUI-CAE – contrat unique d'insertion – Contrat d'accompagnement dans l'emploi

Sonner l'alerte

G 20 : sur les ruines de Kyoto... avant Paris ?

Mi-novembre, s'est tenu un sommet du G20 à Brisbane (Australie), occasion pour les grands États de la planète, d'affûter la feuille de route de la mondialisation libérale.

Au-delà des péripéties liées à la situation en Ukraine (départ précipité de Poutine mécontent des critiques...), le sommet a été au chevet « d'une croissance ralentie » et aussi du climat, selon les médias. François Hollande s'est réjoui « d'avoir obtenu l'introduction d'un paragraphe spécifique sur le climat » dans le document final, appuyé pour une fois par A. Merkel. Il le fallait bien, un an avant la conférence sur le climat qui doit se tenir fin 2015 à Paris.

Car cela fait un quart de siècle maintenant que les scientifiques du GIEC(1) ont commencé à tirer la sonnette d'alarme (voir encart). Et cela fait aussi plus de 20 ans que la communauté internationale a reconnu officiellement la gravité de la situation lors du 1^{er} sommet de la Terre, réuni à Rio de Janeiro (Brésil) en 1992, conclu par la signature d'une convention-cadre des Nations Unies.

Malgré cela, le Titanic continue imperturbablement de foncer vers l'iceberg, comme



vient de le confirmer le 5^{ème} rapport du GIEC. Pourtant, ces derniers mois, « d'apparentes » bonnes nouvelles se sont enchaînées à la veille de la conférence de Lima (Pérou) début décembre, dernière grande étape avant celle

de Paris, où « devrait » être scellé un nouvel accord international.

Ainsi, une centaine de chefs d'États réunis le 23 septembre à New York ont remis la question climatique au cœur des priorités. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon lui-même, est allé directement au sujet qui fâche en les appelant « à donner un prix au carbone ».

À la conférence de Bonn (20-25 octobre), les participants ont planché sur une version déjà bien avancée d'un futur accord, et on y a vu l'Arabie Saoudite, 1^{er} pays producteur pétrolier, adopter une attitude constructive.

Enfin, lors du sommet de l'APEC(2), le 12 novembre, la Chine et les États-Unis, réticents jusque-là à toute forme d'engagement devant la communauté internationale, annonçaient un accord sur la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. Cette annonce venait après celle du Conseil européen (23-24 octobre) où les chefs d'États des 28 pays membres ont adopté « un nouveau paquet » énergétique visant une baisse de 40% des émissions de gaz à effet de serre, fin 2030 (par rapport à 1990).

Autant d'informations qui méritent d'être analysées au-delà des bonnes intentions et vœux pieux. Car l'accord de Paris ne sera un

Après la conférence de Lima

La conférence internationale sur le changement climatique s'est terminée dans la nuit du 13 au 14 décembre à Lima. Elle n'a guère apporté de réponses aux défis actuels.

Contrairement aux recommandations du GIEC, les États ne sont pas engagés à améliorer leurs objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020... Quant à l'après 2020, il pourrait se résumer ainsi : « en 2015 chaque État est invité à noter sur le bout de papier de son choix, et selon la forme de son choix, ce qu'il envisage de faire, sans contrainte et sans qu'il ne soit exigé de lui de l'ambition et de la cohérence avec l'objectif des 2°C ». Par ailleurs, la conférence avait pour ambition de préfigurer le futur (et éventuel) accord de Paris en élaborant une première mouture du texte. C'est raté. Le brouillon n'est guère plus qu'une compilation de propositions contradictoires.

La conférence vient donc de refermer une période d'à peine un mois pendant laquelle quelques ONG et un nombre conséquent de journalistes et commentateurs politiques ont fait preuve d'un soudain et peu fondé optimisme sur l'avenir des négociations-climat.

Par contre, un nouveau cycle de mobilisations massives en faveur de la justice climatique s'est ouvert s'appuyant plus aisément sur les luttes en cours : résistances anti-extractivistes, contre les grands projets inutiles, pour la défense des territoires, pour la promotion et la mise en œuvre d'alternatives systémiques et la transition écologique et sociale. À Lima, il y a eu plus de manifestants qu'attendu, qui exigeaient sur des bases plus radicales : « **Changeons le système et pas le climat** »

<http://blogs.mediapart.fr>

succès que si la trajectoire du réchauffement climatique contenu à 2°C est assurée.

Chine/États-Unis : du nouveau du côté des deux plus gros pollueurs ?

L'accord présenté à Pékin le 12 novembre dernier, par Obama et Xi Jinping, stipule que la Chine commencera à réduire ses émissions au plus tard en 2030 et que les sources « zéro-carbone » couvriront alors 20% de ses besoins énergétiques.

En fait, il faut savoir que ces sources « zéro carbone » représentaient en Chine en 2013, 9% de la consommation d'énergie, le 12^{ème} plan quinquennal misant sur 15% en 2020. Gagner 5%, en plus de 10 ans, ne serait pas une performance, vu le rythme des investissements : en 2012, 65 milliards de dollars dans les énergies « non renouvelables ». De plus, la source « zéro carbone » ne signifie pas « source renouvelable ». L'énergie des grands barrages hydrauliques et des centrales nucléaires n'est pas renouvelable, mais ces sources seront considérées comme « zéro-carbone, ou bas-carbone. La Chine disposait en avril 2014 de 20 réacteurs nucléaires en exploitation et 28 en construction (dont 2 EPR), la puissance ainsi installée devant tripler d'ici 2020 !

Selon le GIEC, atteindre la limite des 2°C en respectant « la responsabilité différenciée » des divers groupes de pays (développés, émergents et autres) implique qu'un pays comme la Chine réduise ses émissions de 15 à 30%. Avec un objectif de 20%, la Chine est nettement dans le bas de cette fourchette !

Quant aux États-Unis, l'accord prévoit une réduction des émissions de 26 à 28% d'ici 2025 (par rapport à 2005). Selon les données de l'agence américaine pour l'environnement (EPA), les États-Unis émettaient en 2012, 7 254 gigatonnes (GT) de gaz à effet de serre. Une réduction de 26% en 2025 signifierait que les émissions soient ramenées à 5 368 GT (5 223 GT pour 28%).

Selon le protocole de Kyoto (que les USA n'ont jamais ratifié), cette grande puissance aurait dû réduire de 8% en 2012 (par rapport à 1990) les émissions de gaz à effet de serre, autrement dit, passer de 6 233 GT (chiffre 1990) à 5 734 GT. Au lieu de cela, elles ont augmenté de 0.8% par an pour atteindre 6 528 GT. Obama s'engage donc à faire, en 2025, à peine mieux que l'objectif que les USA aurait dû atteindre il y a deux ans.

En fait, la diminution des émissions US constatée depuis 2005 est le résultat de la substitution, pour partie, du gaz de schiste au charbon dans la production d'électricité. Obama s'engage donc, selon l'accord (5 368 GT en 2025), à maintenir le rythme actuel de baisse des émissions... par l'exploitation

Il est urgent de se presser... Bref rappel !

1988 – création du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC)

1990 – 1^{er} rapport du GIEC

1992 – signature de la convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique à Rio (Brésil) lors du **Sommet de la Terre**

1997 – signature du **protocole de Kyoto** prévoyant des engagements précis de réductions d'émission de gaz à effet de serre pour les pays riches

1997 – le Sénat américain refuse Kyoto par 95 voix contre, **0 pour** et 5 abstentions

2002 – Sommet de la Terre à Johannesburg (Afrique du Sud). La communauté internationale **réaffirme** son engagement contre le changement climatique. Le Président français, **Chirac**, prononce un discours remarqué : « **La maison brûle et nous regardons ailleurs** » !

2004 – le **Parlement russe ratifie Kyoto** permettant l'entrée en vigueur du protocole qui nécessitait d'être ratifié par un ensemble d'États, représentant **au moins 55%** des émissions de 1990

2005 – entrée en vigueur du protocole de Kyoto qui prévoit une première « période d'engagement » entre 2008 et 2012

2009 – 15^{ème} Conférence des parties à Copenhague (Danemark) qui doit décider de la suite au protocole de Kyoto. **Échec** et accord a minima...

2014 – conférence des parties à Lima (Pérou), dernière étape avant la conclusion d'un nouvel accord prévue en 2015

2015 – 21^{ème} conférence des parties (Cap 21) à Paris où doit se conclure un accord international pour la période post-2020

catastrophique du gaz de schiste !

Union Européenne : un accord ... trompeur

Lors du Conseil européen des 23-24 octobre derniers, les Chefs d'États ont adopté un « *nouveau paquet énergie-climat* » : réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici 2030 (par rapport à 1990), part des énergies renouvelables à 27% de la consommation.

D'après les rapports du GIEC, pour avoir une chance sur deux de ne pas dépasser 2% de hausse de température (par rapport au 18^{ème} siècle), les pays développés, principaux responsables du réchauffement, devraient réduire leurs émissions de 80 à 95% en 2050, avec une étape intermédiaire de 25% à 40% en 2020. L'accord conclu le 24 octobre vise les 40%... mais **avec 10 années de retard !**

En réalité, cette annonce en trompe-l'œil sert surtout à nous endormir, et aussi à assurer à l'UE la meilleure position possible dans les négociations censées aboutir à Paris, en fonction de l'intérêt des grandes entreprises de plus en plus nombreuses à oser dire tout haut que leurs profits passent avant le sauvetage du climat.

En Chine, l'ampleur des pollutions locales, et le mécontentement populaire en résultant, ont obligé le gouvernement à agir, à s'engager sur les énergies renouvelables (éolien, panneaux solaires(3) et sûrement au regard de l'accord du 12 novembre avec les USA.

Ici, nous devons nous mobiliser pour une autre politique sociale et écologique, et surtout avancer en dehors d'un accord officiel obnubilé par l'accord de 2015 dont la prise d'effet n'est prévue que pour 2020 (4). Sinon, l'objectif des 2°C serait enterré avant même l'entrée en vigueur de l'accord de Paris !

Bernard Marion

- (1) GIEC : Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat
- (2) APEC : Forum de Coopération économique de l'Asie-Pacifique
- (3) La Chine est devenue le premier producteur et exportateur de panneaux solaires, 70% de production mondiale, et se situe à 21% dans le marché mondial de l'éolien.
- (4) Lire à ce propos *Politis* 1329 (27 novembre à 3 décembre 2014)

Ils, elles luttent

Athènes sur un volcan

Yannis Youlountas, philosophe, poète, écrivain et réalisateur franco-grec fut l'invité des Amis de l'Émancipation Sociale et des Amis du Monde Diplomatique Nord Franche-Comté, en février 2014, à Lure, Montbéliard et Mulhouse pour témoigner de la résistance des Grecs et leur organisation face à la crise. Son film « Ne vivons plus comme des esclaves » nous avait emmenés dans un voyage émouvant fait de rencontres et de chansons au cœur, notamment, du quartier autogéré Exarcheia. En ce mois de décembre 2014, aux côtés des insurgés, camé-
ra au poing, il filme dans une atmosphère insurrectionnelle à Athènes et ailleurs en Grèce, où tous les ingrédients sont réunis pour faire de décembre 2014, peut-être, un grand moment historique.

Les manifestations, émeutes et occupations se multiplient chaque jour à Athènes et ailleurs en Grèce, depuis fin novembre. Notamment à cause de la tyrannie du pouvoir à l'égard de Nikos Romanos, jeune prisonnier de 21 ans en grève de la faim, privé de la possibilité d'étudier et particulièrement maltraité. Nikos est, de surcroît, l'ami d'enfance d'Alexis Grigoropoulos, tué le 6 décembre 2008, à l'âge de 15 ans, par un policier dans le quartier d'Exarcheia à Athènes, ce qui avait provoqué un mois d'émeutes retentissantes dans toute la Grèce. Nikos est naturellement devenu le nouveau symbole de toutes les violences actuellement subies par la population, mais aussi du profond désir de lutter, quelle que soit la forme, et de refuser la torpeur et la résignation.

Des milliers de personnes manifestent régulièrement devant l'hôpital Gennimatas où Nikos a été transféré du fait de son état de santé qui s'est dégradé. Un autre prisonnier politique, Yannis Michailidis s'est mis en grève de la faim le 17 novembre au Pirée, suivi par deux autres, Andreas Dimitris Bourzoukos et Dimitris Politis, depuis le 1^{er} décembre. La colère populaire augmente ainsi que les nombreuses protestations des organisations anarchistes, antiautoritaires jusqu'à celles de Syriza.

Dans cette ambiance de fin de règne, parmi d'autres initiatives solidaires, **l'Ecole Polytechnique est à nouveau occupée** depuis le 1^{er} décembre, 41 ans après avoir défié avec succès la dictature des Colonels en novembre 1973. Malgré une violente répression par des CRS suréquipés et des voltigeurs, l'occupation de l'Ecole n'a pas cédé ; malgré le déversement de quantités énormes de gaz lacrymo depuis l'extérieur, tel du napalm sur toute la zone devenue une **Zone à défendre**, une ZAD jumelée avec d'autres ZAD dans le monde, notamment celles de NDDL et du Testet, les assemblées des collectifs se succèdent, dans un amphithéâtre plein à craquer

Rien n'est fini, tout commence !

Les lieux d'occupations se sont multipliés : bâtiments publics et de groupes financiers, chaînes de télé et de radio, universités

et mairies, depuis Thessalonique jusqu'à Hé-raklion. Des occupations toujours plus nombreuses, ainsi commentées par Yannis Michailidis : « *C'est ce qui brise la solitude de ma cellule et me fait sourire, parce que la nuit de mardi (2 décembre), je n'étais pas prisonnier, j'étais parmi vous et je sentais la chaleur des barricades brûlantes* ». Des paroles résonnent : « *Ce n'est plus l'heure de mettre la pression, mais de rentrer en insurrection* » ou « *Agir comme si notre propre vie était en jeu, car en vérité, c'est bien le cas pour nous tous qui vivons comme des damnés, comme des esclaves, comme des lâches* » « *Il faut retrouver pleinement confiance en nous-mêmes pour parvenir à redonner partout confiance aux gens et, en particulier, pour rassembler les laissés pour compte qui devraient être les premiers à descendre dans la rue, au lieu d'attendre que la libération vienne du ciel* ».

J'ai vu un ancien de 1973 avoir les larmes aux yeux et songer que nous vivons peut-être un autre moment historique. J'ai lu d'innombrables tags en soutien à la grève de la faim de Nikos mais aussi à la mémoire de Rémi Fraisse, tué par le bras armé du pouvoir sur la ZAD du Testet.

Cette nuit encore (la veille du 6 décembre), le quartier d'Exarcheia est encerclé par les CRS et les voltigeurs. A l'intérieur du quartier, comme dans beaucoup d'autres coins d'Athènes, la musique résonne dans le soir qui tombe : du rock, du punk, du rap, du reggae, des vieux chants de lutte, au grand bonheur des passants qui nous soutiennent et lèvent parfois le poing ou le V de la victoire. D'autres baissent la tête et ne veulent pas y croire, murés dans la prison d'une existence absurde et pauvre à mourir d'ennui, si ce n'est de faim.

Ici, ça dépave, ça débat, ça écrit sur les murs et sur les corps, ça chante, ça s'organise. La fête a déjà commencé ! Certes, elle est encore modeste et incertaine, mais une nouvelle page de l'histoire des luttes est peut-être en train de s'écrire à Athènes et au-delà. Une nouvelle page qui ne pourra s'écrire qu'en sortant de chez soi, par-delà les écrans, les « j'aime » des réseaux sociaux et le spectacle d'un monde tout entier à réinventer. Une

nouvelle page qui ne pourra s'écrire qu'ensemble, en se débarrassant de la peur, du pessimisme et de la résignation.

Rester assis, c'est se mettre à genoux.

Yannis Youlountas

Membre de l'assemblée de réoccupation de l'Ecole Polytechnique

<http://nevivonspluscommeesesclaves.net/spip.php?article54>

En Belgique aussi.

À Bruxelles, une ZAD s'organise contre un projet de méga-prison

À Haren, un quartier de Bruxelles, le Keelbeek est un espace de respiration et d'évasion de 18 ha. C'est là où le gouvernement belge a décidé de construire la plus grande prison du pays : un complexe pénitentiaire ultra-moderne qui pourrait accueillir 1 200 détenus. Certes, la Belgique, comme la France est pointée du doigt pour les conditions d'incarcération désastreuses qu'elle impose aux détenus. Mais les habitants défendent le Keelbeek. Alors, depuis cet été 4 habitants ont décidé d'occuper l'espace dans une cabane en bois, deux yourtes et une caravane, jusqu'à ce que le gouvernement fasse marche arrière. Pour celles et ceux qui les soutiennent, il est « *aberrant de bétonner l'une des dernières zones naturelles de Bruxelles* » et par ailleurs ils estiment qu'« *une augmentation de la capacité carcérale ne résoudra en rien le problème de la surpopulation. Au contraire, beaucoup d'études montrent que de telles politiques ne vont faire qu'encourager la justice à emprisonner encore davantage de personnes. Ce qu'il faut, c'est changer de vision en matière de punition* ».

Paru dans *Reporterre* le quotidien de l'écologie- www.reporterre.net

Nous avons lu

Dette et extractivisme.

A travers la notion d'extractivisme qui regroupe le pillage des ressources naturelles, humaines et financières, c'est la violente dépossession des biens communs au profit d'une étroite minorité qui est dénoncée. Cette oligarchie capitaliste amplifie aujourd'hui l'exploitation de l'Homme et de la nature. Elle provoque spéculation financière notamment sur les denrées alimentaires ou en favorisant le conso-gaspillage au Nord et la famine ou la sous-alimentation au Sud. Elle ouvre une période de crises économiques, financières et politiques. A l'origine, rappelle l'auteur, pour le développement du capitalisme, elle a eu recours à l'esclavage, puis à la colonisation enfin à des politiques d'assujettissement des ex-pays colonisés, en recourant à la corruption, l'endettement et aux politiques d'ajustements structurels.

Nicolas Sersiron sait de quoi il parle. Après ses études, il exerce le métier d'agriculteur de montagne, adhère à Survie, crée Échanges non marchands avec Madagascar. Il est actuellement président du CADTM France. Il appelle à la « lutte organisée et collective en donnant à voir un autre futur ! Car il est vain de croire qu'on peut construire sans résister et stérile de résister sans construire ».

Nicolas Sersiron, éditions Utopia, 2014, 8€

Les chiffres de la dette 2015

Depuis 1990, la Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM) travaille inlassablement à démontrer le lien entre la dette et l'incapacité du système économique mondial à satisfaire les droits les plus élémentaires de centaines de millions de personnes à travers le monde. Cet ouvrage poursuit le double objectif de proposer, d'une part, une analyse critique et rigoureuse et d'autre part, une dénonciation des fins et des résultats néfastes du « système dette » tant dans les pays du Sud que du Nord.

Pierre Gottiniaux, Daniel Munevar, Antonio Sanabria et Eric Toussaint, édité par CADTM, 2014

Femmes des quartiers populaires

en résistance contre les discriminations.

Ce livre est le fruit des rencontres menées pendant deux ans par l'auteur, sociologue, à l'écoute d'une trentaine de femmes d'origines plurielles, de 30 à 75 ans. En prenant la parole, en construisant des ateliers d'écriture, elles nous livrent leur quotidien de (sur)vie, la paupérisation dont elles souffrent et la façon dont elles perçoivent les discours médiatiques qui les stigmatisent. Elles parlent également des combats menés, de leurs manifestations ignorées mais également de la dégradation des situations familiales qu'elles vivent et des dérapages de leurs enfants. «Citoyennes de seconde zone », elles affirment face au sentiment d'abandon résultant de la casse des services publics dans les quartiers : « C'est pas vrai que les classes populaires ne s'intéressent pas à la politique (au contraire) c'est la politique actuelle qui ne s'intéresse pas à elles... », « Je ne crois plus à leur charabia ». Et « derrière les voitures qui brûlent, c'est la détresse des quartiers qui hurle ». Illustré de nombreuses photos de ces femmes, ce petit ouvrage révèle une réalité déformée par les médias.

Saïd Bouamama, animateur de ce travail collectif, édition le temps des cerises, 2013, 15€

Le capital au 21ème siècle

Ce livre a fait beaucoup de bruit médiatique à sa sortie. Œuvre d'un néo-keynésien, auteur de nombreux travaux, l'étude est ambiguë, elle parcourt trois siècles et l'évolution de 30 pays. La dynamique du capitalisme y est décryptée à travers le prisme du rendement du capital et la concentration extrême des patrimoines et de la richesse produite. Les données multiples qui sont délivrées démontrent que cette trajectoire n'est plus soutenable : « L'entrepreneur rentier » accapareur, entre en contradiction avec les multiples inégalités provoquées. Au-delà de la conclusion technique (un impôt progressif mondial) pour reprendre le contrôle du capitalisme, cette œuvre s'adresse à la sagesse des puissants plutôt qu'à la conscience des dominés. Il n'empêche, elle éclaire d'un jour crû la réalité du capitalisme financiarisé.

Thomas Piketty, éditions du seuil, 2014, 25€

Rwanda. Racisme et génocide. L'idéologie hamitique.

Les deux auteurs sont de fins connaisseurs de « l'horrible drame » qui a marqué ce pays, tout particulièrement de ses origines. Au Rwanda coexistaient des cultivateurs (Hutu) et des pasteurs (Tutsi) avant la colonisation allemande puis belge. Régnait une loyauté informelle et le passage de Hutu à Tutsi était dans l'ordre des choses, il suffisait de posséder quelques têtes de bétail. Les colonisateurs et l'église ont construit un mythe : celui des conquérants tutsi descendants d'Égyptiens qui auraient conquis le pays et soumis les Hutu. Cette matrice d'une race supérieure sur laquelle s'appuyer est la même que celle opposant les Aryens aux Sémites qui embrasa l'Europe dans les années 1930-1940. Se retournant contre la « race des seigneurs féodaux » qu'ils avaient construite, le christianisme social anticommuniste, les puissances coloniales puis néocoloniales, dont la France, confèrent à ladite « révolution sociale de 1957 » une dimension raciale suffisamment partagée pour conduire au génocide de millions de Tutsi et de Hutu considérés comme traîtres à leur sang. Lumineux.

Jean-Pierre Chrétien, historien de l'Afrique et Marcel Kambanda, historien franco-rwandais, tous deux experts auprès du Tribunal Pénal International pour le Rwanda, éditions Belin, 2013, 22€

Transatlantique arnaque. La casse du siècle

Film de Yannick Bovy – septembre 2014 – 30 mn

Dans la plus grande discrétion, l'Union Européenne et les États-Unis négocient actuellement la création d'un grand marché transatlantique. Objectif ? Supprimer les obstacles au commerce, au bénéfice des entreprises multinationales. Dans le dos (et sur le dos) des populations. Ce projet porte en lui de très lourdes menaces : systèmes sociaux et services publics démantelés, explosion des inégalités, destructions environnementales, répression des mouvements sociaux, atteintes aux libertés fondamentales...

Explications, témoignages et propositions de démontage dans ce court documentaire qui propose une incursion derrière les murs du silence

A voir en ligne sur https://www.youtube.com/watch?v=LjftFgq_Ltg

Déclaration des Droits de l'Homme de ... 1222 !

« A l'adresse des oreilles du monde entier »

Toute vie humaine est une vie...
Une vie n'est pas supérieure à une autre vie.
Tout tort causé à une vie exige réparation.
Que nul ne cause du tort à son prochain.
Que nul ne martyrise son prochain.
Que chacun vénère ses géniteurs
Que chacun éduque ses enfants
Que chacun veille sur le pays de ses pères
Par pays ou patrie, il faut entendre aussi et surtout
les hommes.

La faim n'est pas une bonne chose.
L'esclavage n'est pas non plus une bonne chose.
Personne ne sera non plus battu

L'homme se nourrit d'aliments et de boissons
Mais son âme, son esprit vit de trois choses :
Voir celui qu'il a envie de voir
Dire ce qu'il a envie de dire
Et faire ce qu'il a envie de faire.
Chacun dispose désormais de sa personne,
Chacun est libre de ses actes
Dans le respect des interdits des lois de sa patrie.
Tel est le serment du Manden
A l'adresse des oreilles du monde entier.

Serment des chasseurs du grand roi du Mali,
Sounjata.

Cité par Marie-Louise Maes Diop dans « *l'Afrique
répond à Sarkozy* » p. 238

DIRECTEUR DE PUBLICATION

G. DENEUX

COMITE DE REALISATION

J. BALLOUEY – J CELLE – G. DENEUX

O. MANGEOT – B. MARION – V. MICHEA

J. VUITTENEZ

bulletin d'abonnement

10 numéros pendant 1 an

J'indique mes coordonnées postales (en MAJ) :

Je coche la formule choisie
et complète le cas échéant :

Simple		15 €
De soutien ou don ou faibles ressources (selon moyens)		
Formule courriel		5 €

Je donne mon adresse courriel :
@

Je joins mon chèque à l'ordre de :
Pour l'Émancipation Sociale

adresses

postale	POUR L'ÉMANCIPATION SOCIALE 76 AVENUE CARNOT 70200 LURE
Tél fixe	03 84 30 21 06
courriel	aesfc@orange.fr

pages

sommaire

1	Édito : MicMacron : la baudruche dégonflée
2 - 3	La Palestine aux Palestiniens
4 - 7	Parti de Sivens, l'esprit de Rémi Fraisse se perpétuera
8 - 9	Le père Noël est néolibéral
10 - 11	Avoir vingt ans dans les quartiers populaires
12 - 15	De la répression policière (suite)
15	Les précaires, kleenex de l'Éducation Nationale
16 - 17	G 20 : sur les ruines de Kyoto... avant Paris ?
18	Athènes sur un volcan
19	Nous avons lu